



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°57 / MARS 2014
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Un seul monde

L'agenda post-2015

Quels objectifs pour un
développement durable ?

Colombie : forte croissance
de la classe moyenne

Migrants : des envois de
fonds très convoités

Sommaire

DOSSIER



6 L'AGENDA POST-2015 Cap sur un monde meilleur

De grandes manœuvres sont en cours pour définir les futurs Objectifs de développement durable

10 Éradiquer la pauvreté avant la prochaine génération

Entretien avec Amina J. Mohammed, conseillère spéciale de l'ONU

12 De la biodiversité à la migration

La Suisse s'engage pour certains objectifs en particulier

14 « La question du financement suscitera un vaste débat »

Entretien avec le représentant spécial Michael Gerber

15 Moins d'effets secondaires indésirables

Il faut relier davantage la santé à d'autres domaines, comme l'environnement et la justice sociale

16 De l'eau potable pour tous et partout

La Suisse contribue à l'élaboration d'un objectif international sur l'eau

17 Faits et chiffres

18 Entre assurance et crainte pour l'avenir

Toujours plus de Colombiens accèdent à la classe moyenne. Reste à savoir s'ils garderont ce statut ou s'ils retomberont dans la pauvreté.

21 Sur le terrain avec...

Martin Jaggi, coordinateur de l'aide humanitaire de la DDC à Bogotá

22 La mémoire de mon pays

La Colombienne Martha Nubia Bello a recueilli les témoignages des populations rurales, les plus durement touchées par la guerre

23 Des myrtilles pour l'Europe

Dans le sud de la Serbie, la Suisse soutient des projets qui visent à créer des emplois et à améliorer les revenus de la population

24 Se guérir les uns les autres

Dans la région des Grands Lacs, un programme de la DDC offre une prise en charge aux victimes de violences basées sur le genre

27 Les salaires très convoités des travailleurs migrants

Les pays en développement s'intéressent aux fonds rapatriés par les migrants. Ils voudraient les drainer vers le financement d'infrastructures publiques.

30 Le poteau indicateur vivant

Carte blanche : la Mongole Gangaamaa Purevdorj Delgerinkhen évoque l'entrée de sa patrie dans l'ère moderne

31 Les aspects glorieux et monstrueux de l'humanité

Entretien avec le danseur et chorégraphe sud-africain Boyzie Cekwana

HORIZONS



DDC



FORUM



CULTURE



3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

33 Service

35 Coup de cœur avec Footwa

d'Imobilité

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



DDC

Il n'y a qu'un seul monde

La Déclaration du Millénaire était un document visionnaire. Les chefs d'État et de gouvernement qui l'ont adoptée en 2000 y proclamaient leur volonté de combattre la pauvreté dans le monde. Pour des millions de gens, c'était la promesse d'un avenir meilleur. Ce texte a donné naissance l'année suivante aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui visaient notamment à réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de personnes vivant dans le dénuement absolu. Il s'agissait de buts clairs et mesurables dans des domaines essentiels pour la lutte contre la pauvreté, comme l'éducation, la santé et l'égalité des sexes. De fait, on a réussi à diviser par deux le taux de pauvreté extrême avant même l'échéance qui avait été fixée.

Les OMD exercent aujourd'hui encore une forte influence sur la lutte contre ce fléau dans les pays en développement, mais aussi sur le travail des organisations internationales et la coopération au développement pratiquée par les nations industrialisées. Ils sont devenus un cadre de référence essentiel, pour la coopération suisse également. L'an prochain, ces objectifs arriveront à échéance. Qu'est-ce qui les remplacera ? En tout état de cause, la réduction de la pauvreté restera à l'agenda politique, car la promesse faite au tournant du millénaire doit être tenue. Le monde a beaucoup changé depuis l'an 2000. Les recettes valables jusqu'ici n'offrent aucune garantie de développement durable face aux défis futurs. Les OMD n'ont accordé un véritable poids qu'à l'un des trois piliers du développement durable : la lutte contre la pauvreté. Les deux autres, à savoir l'économie et l'écologie, en étaient largement absents. Or, l'élimination définitive de la pauvreté s'appuiera nécessairement sur la croissance de l'économie et il faut veiller à ce que celle-ci ne détruise pas le milieu naturel.

Outre le principe de durabilité, un deuxième changement de paradigme doit intervenir : dans un monde globalisé, la situation des pays du Sud ne pourra s'amé-

liorer qu'avec une modification des comportements au Nord. Les ressources que nous consommons et les gaz à effet de serre que nous émettons ont des répercussions directes sur les conditions de vie dans les pays en développement. Il est donc vital que les objectifs futurs aient un caractère plus universel, qu'ils ne soient pas limités aux seuls pays du Sud.

Ce changement de perspective constitue un défi considérable pour le futur agenda du développement. Les travaux correspondants ont commencé et la Suisse y participe activement. L'importance des enjeux laisse présager des négociations difficiles, mais il y a tout lieu d'espérer que celles-ci déboucheront sur un cadre de référence aussi utile que l'ont été les OMD.

À la fin, nous aurons en main un document des Nations Unies. Mais ce n'est pas ce qui compte le plus. Le chemin qui nous y conduit est tout aussi important : l'analyse de la situation, l'élaboration d'une perspective commune et la recherche de solutions aux problèmes les plus urgents que nous réserve l'avenir. Ce travail et ces débats font déjà bouger les choses – dans les esprits et dans les actes.

Le présent numéro d'*Un seul monde* consacre son dossier à la définition de l'agenda du développement pour l'après-2015. Le titre même de notre magazine anticipe l'essence de ce processus : forger un avenir pour tous les pays et tous leurs habitants, car il n'y a qu'un seul monde sur cette planète.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



literoflightswitzerland.org

Après les ténèbres, le PET

(mw) L'invention d'Alfredo Moser est en train de faire le tour du monde : ce mécanicien brésilien a créé une lampe qui éclaire tout au long de la journée l'intérieur des maisons dépourvues d'électricité. Il utilise pour cela une simple bouteille en PET transparent. Remplie d'eau, celle-ci se fixe dans un trou de la toiture adapté à son diamètre, un joint en polyester préservant l'étanchéité. Le quart supérieur de la bouteille doit dépasser au-dessus du toit, afin de capter la lumière du jour. L'eau agit comme une lentille et conduit les rayons du soleil à l'intérieur. Selon la luminosité extérieure, une bouteille solaire fournit autant de lumière qu'une ampoule de 40 à 60 watts. L'adjonction d'une cuillerée d'eau de Javel empêche la formation d'algues qui risqueraient de troubler l'eau. L'usage de cette lampe s'est répandu dans nombre de pays émergents et en développement, tels l'Ouganda, la Tanzanie, l'Inde, le Bangladesh et les îles Fidji.

www.literoflightswitzerland.org

Le boom du tourisme en Afrique

(bf) L'Afrique recèle un grand potentiel touristique qui pourrait stimuler l'économie et l'emploi sur tout le continent. Telle est la conclusion d'une récente

étude de la Banque mondiale. En Afrique subsaharienne, le nombre de visiteurs a augmenté de plus de 300% depuis 1990 pour atteindre quelque 39 millions en 2012. Selon ce rapport, le tourisme pourrait créer envi-



Michael Bencau/NYT/Redux/laif

ron 3,8 millions d'emplois d'ici 2021. Il fournirait alors du travail à plus de 16 millions de personnes. « La beauté des montagnes, de la savane et des rivières africaines, ainsi que la richesse de la culture au travers de la musique, de la danse et des festivals surpassent largement les atouts naturels et culturels d'autres régions », explique Iain Christie, coauteur du rapport. Selon lui, le tourisme doit toutefois faire partie intégrante de l'économie et de la structure étatique de chaque pays : « Il doit être vu comme une plus-value par tous : le président, les ministres, les citoyens. »

www.worldbank.org

Produits adaptés aux besoins locaux

(gn) Les pauvres sont aussi des consommateurs. En fabriquant des marchandises destinées aux pays en développement et émergents, l'industrie doit tenir compte des besoins des micro-entreprises qui forment la majeure partie de ces marchés. S'ils sont adaptés aux spécificités locales, des produits tels que téléphones portables, systèmes d'irrigation ou lampes solaires peuvent apporter une grande contribution au développement. C'est ce que révèle une étude réalisée par l'Institut de technologie du Massachusetts. Les chercheurs américains illustrent leur propos en se fondant sur des exemples : le marché des lampes solaires, à la fois peu coûteuses et robustes, fleurit dans toutes les régions qui ne sont pas raccordées au réseau électrique. Contrairement au pétrole ou au kérosène, l'énergie solaire est gratuite, de sorte que l'investissement est vite rentabilisé. La lumière fournie permet de prolonger les heures de travail, augmentant le chiffre d'affaires et le revenu des micro-entrepreneurs. Les appareils



Sven Torfinn/laif

polyvalents recèlent un autre atout : un commerçant propriétaire d'une lampe solaire munie d'un chargeur peut par exemple proposer à ses clients de recharger leurs téléphones portables, ce qui lui assure un revenu supplémentaire.

www.web.mit.edu, chercher

« Targeting product design »

Un microscope en papier

(gn) Dans les pays en développement, nombre de dispensaires et d'hôpitaux n'ont pas les moyens de s'équiper d'un microscope classique. Manu Prakash, un chercheur de l'Université de Stanford (Californie), a mis au point un appareil extrêmement bon marché, appelé *foldscope*, qui peut être assemblé à partir d'une feuille de papier rigide résistant à l'eau. Les schémas de pliage sont imprimés en couleur sur ce support. L'utilisateur plie la feuille en suivant les indications, il ajoute deux lentilles optiques et le tour est joué. Pour moins de 50 centimes, il obtient un microscope dont le grossissement (3000 fois) permet d'identifier les parasites du paludisme ou les bactéries de la tuberculose dans une goutte de sang. Cet instrument original pourrait révolutionner le diagnostic des maladies infectieuses et améliorer les soins de base dans les pays en développement. La poursuite du projet et la réalisation de tests en Afrique et en Asie sont financées notamment par la fondation Bill et Melinda Gates. D'autres universités américaines planchent sur la



Dessin de Jean-Augaigneur

conception d'outils ou appareils du même genre, afin de mettre divers instruments médicaux à la portée des pauvres.
www.stanford.edu, chercher « *Foldscope* »

Le sida tue moins

(bf) Le nombre des décès causés par le sida a nettement diminué, passant d'un pic de 2,3 millions en 2005 à 1,6 million en 2012. Selon une étude d'Onusida, l'amélioration de la situation est notable surtout chez les enfants: les nouvelles infections ont chuté durant cette période de 540 000 à 260 000. L'accès aux thérapies antirétrovirales s'élargit rapidement: à fin 2012, près de 10 millions de malades en bénéficiaient dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, soit 1,6 million de plus que l'année pré-

cédente. On se rapproche ainsi de l'Objectif du Millénaire pour le développement qui vise à enrayer la propagation du sida d'ici 2015. L'Organisation mondiale de la santé vient d'ailleurs de modifier ses directives sur l'utilisation des médicaments antirétroviraux, afin d'assurer un traitement à davantage de personnes. Les experts encouragent en outre les initiatives contre la violence sexuelle visant les femmes et les jeunes filles, puisque celles-ci forment un important groupe à risque dans la transmission du virus.
www.unaids.org, chercher « *Traitement 2015* »

Boire de l'eau propre pour grandir

(bf) À l'échelle mondiale, environ 162 millions d'enfants de

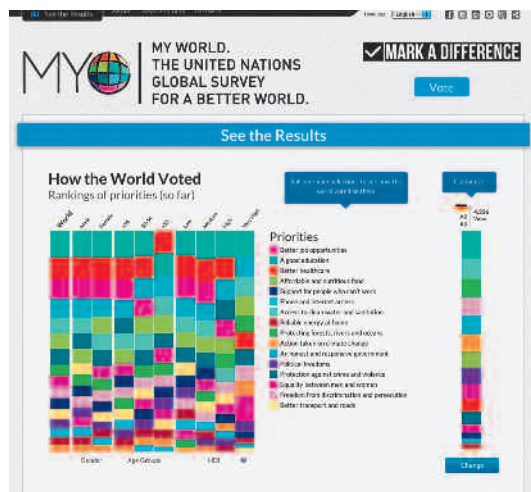
moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, qui se répercute à terme sur leur état de santé. Une vaste recherche, menée par l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, a démontré que l'accès à de l'eau propre et à du savon n'améliore pas seulement l'hy-

giène, mais aussi la croissance des jeunes enfants. Les données proviennent de quatorze études réalisées dans dix pays (Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Chili, Guatemala, Pakistan, Népal, Afrique du Sud, Kenya et Cambodge) et portant sur quelque 10 000 enfants. L'analyse a révélé que les enfants de moins de cinq ans ayant bénéficié de bonnes conditions sanitaires mesurent environ 0,5 cm de plus que les autres. Selon le docteur Alan Dangour, qui a dirigé ces travaux, l'accès à l'eau potable, des installations sanitaires adéquates et une bonne hygiène sont des moyens efficaces pour prévenir les décès dus à des maladies telles que la diarrhée.
www.lshtm.ac.uk



Juergen Escherlalf

Cap sur un monde meilleur



Sur la plate-forme www.myworld2015.org, ouverte par l'ONU, plus d'un million de personnes ont participé au plus grand sondage d'opinion jamais réalisé.

C'est à la fin de l'année prochaine qu'expire le délai fixé pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. La préparation de l'agenda post-2015 est en cours depuis longtemps et la communauté internationale a déjà décidé de définir des objectifs globaux pour un développement durable. Ces deux démarches parallèles devraient déboucher sur un seul accord-cadre. Internet joue un rôle essentiel dans ce processus. De Mirella Wepf.

Jamais un sondage d'opinion n'avait été réalisé à une telle échelle : plus d'un million de personnes, dans 194 pays, y ont participé. Quelque 5000 organisations non gouvernementales (ONG) et 250 directeurs de grandes entreprises ont également été interrogés. Plus de cent pays ont même organisé des consultations nationales. L'objectif de cette enquête est de créer un monde meilleur. C'est du moins ce qu'explique le site Internet www.myworld2015.org, spécialement ouvert par l'ONU. En d'autres termes, ce sont les Nations Unies qui ont lancé ce vaste sondage. Elles entendent ainsi doter d'une base aussi large que possible la stratégie de développement qui fera suite aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Un signal fort

Les huit OMD sont devenus l'un des plus grands succès de l'ONU. Aucune initiative mondiale n'avait jusqu'alors suscité un tel élan. Non seule-

ment la majorité des États, mais aussi des ONG, des entreprises et des organisations internationales ont axé leur politique sur ces objectifs.

Naturellement, le plan onusien a également fait l'objet de critiques : les pays en développement, qui étaient pourtant les premiers concernés, n'ont pas été suffisamment consultés dans son élaboration ; les aspects économiques et écologiques n'y sont abordés que de manière marginale ; on a aussi déploré le manque de soin apporté au choix et à la formulation des objectifs, lesquels négligent par exemple la question de l'approvisionnement énergétique. L'Agence internationale de l'énergie a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme : « Il sera impossible d'atteindre les OMD sans améliorer l'accès à l'énergie. »

Dans sa prise de position sur l'agenda de développement post-2015, Alliance Sud reproche aux OMD de ne pas s'être attachés aux racines de la pauvreté et de la faim : « Le catalogue d'objectifs n'a



The World We Want 2015 (3)

Que ce soit au Kenya (en haut), à New York avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon ou en Afrique du Sud, les gens ont pu exprimer leurs espoirs et dire à quoi devrait ressembler le monde de demain.

thématisé ni la justice sociale et la participation sociétale, ni la responsabilité plus que proportionnelle des pays industrialisés dans la destruction globale de l'environnement.» Par ailleurs, les indicateurs choisis ont créé de fausses incitations, ajoute la communauté de travail des œuvres d'entraide suisses : « La politique s'est souvent concentrée sur les couches de la population qu'elle pouvait aider avec relativement peu d'efforts à sortir de la pauvreté, au lieu de s'adresser aux plus vulnérables. »

Des OMD aux ODD

Il n'en demeure pas moins que le rayonnement des OMD a été et reste impressionnant. La nécessité de poursuivre cette initiative réunit un consensus mondial. Beaucoup soutiennent également la proposition du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui recommande de fusionner la prochaine étape des OMD avec le plan d'action de Rio+20.

Lors de la conférence tenue à Rio en 2012, la communauté internationale a en effet décidé de formuler un catalogue complet d'Objectifs de développement durable (ODD). Les thèmes traités par

la Conférence sur le développement durable (qui marquait le 20^e anniversaire de celle de 1992 sur l'environnement et le développement) présentent beaucoup de chevauchements avec les OMD. Il paraît donc logique d'élaborer un seul accord-cadre au lieu de deux.

Le bilan des OMD

L'ONU entend se fonder sur l'expérience des OMD et redoubler d'efforts là où les buts n'ont pas été atteints. Dans un rapport publié en juin dernier, elle constate que des progrès ont été réalisés dans presque tous les domaines. Pourtant, seules quelques-unes des cibles fixées seront véritablement atteintes à fin 2015. Ainsi, la proportion des personnes vivant dans une pauvreté extrême a été réduite de moitié. Plus de 2 milliards de personnes ont accédé à des sources d'eau potable améliorées. De même, il paraît possible de réduire de moitié d'ici 2015 l'ampleur de la faim dans le monde. Le taux de personnes sous-alimentées a en effet déjà baissé de 23,2 à 14,9%.

La pauvreté a surtout reculé grâce au développement de l'Asie du Sud-Est et de la Chine, où sa

Deux en un

L'idée d'établir un lien plus étroit entre développement et environnement ne date pas d'hier. La première conférence de Rio (1992) avait déjà plaidé pour le droit au développement et l'intégration de l'écologie dans tous les domaines politiques. Pendant longtemps, le processus des OMD et celui des ODD ont été relativement indépendants l'un de l'autre. Les OMD n'ont pas été formulés par les conférences de suivi de Rio, mais par un groupe de travail réunissant l'ONU, la Banque mondiale, le FMI et le Comité d'aide au développement de l'OCDE. De surcroît, les conférences sur la durabilité relèvent en général des ministères de l'environnement, alors que les OMD concernent surtout la coopération au développement, donc d'autres ministères. On s'efforce maintenant de concevoir un agenda commun.



The World We Want 2015 (6)

Des étudiants de l'Université de Jordanie ont donné leur avis...

prévalence a chuté de 60 à 12%, alors qu'en Afrique subsaharienne, la situation demeure précaire. Au niveau mondial, une personne sur huit continue de se coucher chaque jour avec l'estomac vide, un enfant de moins de cinq ans sur six souffre d'insuffisance pondérale et un sur quatre connaît ensuite des troubles de la croissance.

La lutte contre le paludisme et la tuberculose a remporté des succès remarquables. Mais, même dans ce domaine, les objectifs ne seront pas tout à fait atteints. Dans les autres secteurs de la santé et dans celui de l'éducation, les avancées sont tout aussi nettes: alors que 102 millions d'enfants en âge de scolarité n'allaient pas à l'école en 2000, leur nombre s'était réduit à 57 millions en 2011. Plus de la moitié des enfants non scolarisés vivent en Afrique subsaharienne.

À l'inverse, la durabilité écologique suscite de vives préoccupations. Les taux de déforestation sont particulièrement alarmants, de même que la hausse des émissions de CO₂, l'un des gaz à effet de serre. Dans ce contexte, il est d'autant plus urgent d'élaborer un programme mondial commun qui regroupe les objectifs écologiques et la lutte contre la pauvreté.

Des objectifs en consultation

Le coup d'envoi officiel de la fusion des OMD et des ODD a été donné le 25 septembre dernier à New York, lors d'une session spéciale de l'Assem-



...de même que Maria, une Ukrainienne de 5 ans, et cette dame âgée du Bhoutan.

blée générale de l'ONU. Les préparatifs avaient toutefois débuté bien avant: en 2010 déjà, le secrétaire général Ban Ki-moon a reçu le mandat d'élaborer une stratégie de développement pour l'après-2015. À cette fin, il a mis en place en 2011 un groupe de travail interne, formé par des spécialistes de plus de cinquante entités onusiennes et organisations internationales. Cette équipe a publié ses conclusions en juin 2012. Sur le plan politique, Ban Ki-moon a institué un Groupe de haut niveau réunissant 27 personnalités, dont le premier ministre britannique David Cameron et la reine de Jordanie Rania al-Abdullah. En mai dernier, ce groupe a présenté ses recommandations concernant le futur catalogue d'objectifs.

Les OMD en bref

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement



The World We Want 2015 (2)

Jusqu'ici, l'enquête a couvert 194 pays, dont le Kazakhstan (à gauche) et la Thaïlande, où ces jeunes filles viennent de remplir le questionnaire.



En 2012, le Groupe des Nations Unies pour le développement a par ailleurs lancé le débat sur onze objectifs possibles. Sur chacun de ces thèmes, les agences onusiennes ont organisé des consultations avec l'appui d'un ou plusieurs États et de spécialistes de toutes les disciplines. La Suisse a joué un rôle de leader dans deux domaines : l'eau et la dynamique de la population. Toutes les consultations – thématiques et nationales – ont donné lieu à des rapports qui pouvaient être commentés en ligne sur le site www.worldwewant2015.org.

Premières décisions l'automne prochain

Les débats n'étaient toutefois pas réservés qu'aux gouvernements et aux organisations de la société civile. Grâce à Internet, et au site www.myworld-2015.org en particulier, même les personnes privées ont pu donner leur avis sur les futurs objectifs de développement. Dans le souci de ne pas exclure les populations les plus démunies, de nombreux ateliers ont par ailleurs été organisés afin de connaître l'opinion de groupes qui n'auraient, sinon, pas eu leur mot à dire : des enfants moldaves aux retraités kirghizes, en passant par les commerçantes zambiennes. Les données collectées ont notamment été reprises dans le projet présenté par le Groupe de personnalités de haut niveau. Parmi les acteurs importants qui participent à l'élaboration de la stratégie de développement pour l'après-

OMD figurent également le Réseau des solutions pour le développement durable et le Pacte mondial de l'ONU. Ce dernier apporte le point de vue du secteur privé.

Parallèlement à l'élaboration de l'agenda post-2015, l'ONU a commencé de définir les ODD. Conformément à ce qui avait été décidé à Rio, elle a institué en janvier 2013 un groupe de travail intergouvernemental chargé de formuler des recommandations sur les objectifs et les cibles de développement durable. La Suisse y partage un siège avec l'Allemagne et la France. Ce groupe, qui plaide pour une harmonisation des ODD et des OMD, présentera son rapport en septembre. Dans le même temps, le Comité d'experts sur le financement du développement durable élabore un concept de financement pour les ODD.

Dès cet automne, on en saura plus sur la possibilité de fusionner véritablement les travaux de ces diverses instances. Selon le calendrier, c'est en effet à ce moment-là que doit débiter le processus politique. À ce stade, toutes les divergences sur les objectifs vont à nouveau éclater et on verra s'exprimer les intérêts nationaux. Une fois de plus, il faut s'en tenir à un principe qui prévaut en politique internationale : « Rien n'est convenu tant que tout n'est pas convenu. » ■

(De l'allemand)

Développement urbain

Les pays en développement compteront presque 1,5 milliard d'habitants de plus d'ici 2030. Cette croissance démographique interviendra principalement dans les grandes agglomérations. Comme plus de la moitié de la population mondiale habite aujourd'hui déjà en ville, le développement urbain durable est au cœur des débats. Le FMI et la Banque mondiale lui ont consacré leur Rapport de suivi mondial 2013 et la Suisse demande qu'il figure dans la stratégie de développement pour l'après-2015. Ce thème suscite également un intérêt accru des scientifiques : ces trois dernières années, l'EPFZ a par exemple mis sur pied à Singapour un Laboratoire des villes du futur, qui est une nouvelle plate-forme pour le développement urbain durable.

Éradiquer la pauvreté avant la prochaine génération

Tout converge en ce moment vers Amina J. Mohammed. Sur mandat du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, cette Nigériane coordonne en effet l'élaboration de la stratégie de développement pour la période postérieure à 2015. Entretien avec Mirella Wepf.



Lorenzo Mosca/Archivato/laif



Amina J. Mohammed est née en 1961 au Nigeria. En juillet 2012, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon l'a nommée conseillère spéciale pour la planification du développement après 2015, processus dont elle coordonne les travaux. Mère de quatre enfants, elle s'occupe depuis plus de trente ans des questions de développement et connaît aussi bien le secteur public que privé. M^{me} Mohammed a travaillé notamment pour la Fondation Bill et Melinda Gates ainsi que pour le président du Nigeria en qualité de conseillère spéciale. Elle a enseigné à l'Université Columbia de New York. Au Nigeria, elle a fondé et dirigé le laboratoire d'idées Centre For Development Policy Solutions et la société Afri-Projects Consortium.

À l'avenir, il faudra établir un lien plus étroit entre les objectifs climatiques et de développement – ici les dégâts causés par le passage d'un typhon en novembre dernier aux Philippines.

Un seul monde : Parvenez-vous encore à dormir la nuit? Votre tâche actuelle paraît titanesque. Vous coordonnez des opérations qui doivent pratiquement sauver le monde.

Amina J. Mohammed : L'élaboration de l'agenda de développement pour l'après-2015 est en effet une tâche historique pour l'ONU. Nous pouvons être la première génération à vaincre la pauvreté extrême et à mettre en place les conditions d'un développement durable sur notre planète. Lorsque je pense à cela, il m'arrive effectivement d'avoir des insomnies. Je suis toutefois entourée d'une équipe compétente et nous pouvons compter sur l'appui de tout le système des Nations Unies ainsi que des gouvernements du monde entier.

Quelles sont vos tâches principales?

Mon travail consiste pour l'essentiel à coordonner, au sein de l'ONU, l'élaboration de la stratégie qui fera suite aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et à entretenir les contacts avec les différents États. À ce titre, j'ai siégé au sein

du Groupe de personnalités de haut niveau. Je dois également assurer le lien avec les travaux issus de Rio+20. Afin de garantir une procédure transparente et ouverte à tous, nous avons en outre recouru à d'autres moyens de communication que les canaux habituels de l'ONU et associé des voix externes. Notre but est en effet de tenir compte de l'opinion de 2,5 millions de personnes, en particulier dans les pays les plus pauvres.

Cette démarche est digne d'une démocratie participative, mais elle a aussi ses limites. Dans le sondage publié sur www.myworld-2015.org, le changement climatique arrive en queue de peloton. Que fait l'ONU d'un tel verdict?

Les gens savent que les événements météorologiques extrêmes ou les sécheresses peuvent provoquer de gros dégâts. Notre tâche consiste à mettre en évidence les liens entre changement climatique et catastrophes environnementales. Nous devons également identifier de bonnes synergies entre les

objectifs climatiques et de développement pour l'agenda post-2015.

Le Groupe de personnalités de haut niveau a rendu son rapport fin mai 2013. Que va-t-il se passer à présent?

Les conclusions du groupe ont été débattues en détail dans le monde entier. Elles ont été une contribution essentielle au rapport de Ban Ki-moon sur les progrès accomplis dans la réalisation des OMD et la définition de l'après-2015. Ce rapport a été très bien accueilli lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre dernier. Son titre, *Une vie de dignité pour tous*, doit guider nos efforts à l'avenir.

Vous soulignez souvent l'importance de la jeunesse. A-t-elle été négligée par les OMD?

Aucun objectif ne concernait directement les jeunes, mais ceux-ci n'ont pas été ignorés pour autant. Le fait est que la majorité de la population des pays en développement est très jeune. En élaborant les futurs objectifs, nous devons prêter une grande attention à la démographie et prévoir les mesures requises.

Comment faire participer davantage l'économie?

Nous avons besoin d'elle pour opérer le changement souhaité. C'est pourquoi nous avons entrepris de gros efforts pour impliquer le secteur privé dans le débat sur l'après-2015. Le sommet des leaders mondiaux, organisé par le Pacte mondial de l'ONU, en est un exemple.

« En élaborant les futurs objectifs, nous devons prêter une grande attention à la démographie. »

Comment allez-vous intégrer les nouveaux acteurs privés, telle la Fondation Bill Gates, afin d'éviter les doublons et les effets contre-productifs sur le développement?

Comme tous les intervenants, les fondations suivent une courbe d'apprentissage. Elles contribuent déjà largement à la réalisation des OMD. L'ONU s'efforce d'inclure les fondations et les autres acteurs importants dans le nouveau partenariat mondial.



Sven Terfima/afp

Les jeunes – comme ces adolescents de Maputo, au Mozambique – doivent jouer un rôle important dans l'élaboration des futurs objectifs.

Quels points positifs pouvez-vous relever jusqu'ici?

Les négociations intergouvernementales n'ont pas encore commencé. Mais les préparatifs ont été menés rondement et ils ont débouché sur de bons résultats. Cela inclut la réalisation de 88 consultations thématiques nationales, cinq régionales et onze mondiales, ainsi que l'élaboration de cinq rapports centraux commandés au sein de l'ONU. À cela s'ajoutent les prises de position de la société civile, des milieux scientifiques et d'organisations internationales de développement. Les États membres ont accès à toutes ces données qui peuvent alimenter leurs propres réflexions.

Où résident les difficultés?

Pour aller de l'avant, les États membres et les autres acteurs devront établir une entente solide. Les questions d'inégalité – comment concevoir une stratégie applicable à tous les pays, par exemple? – donnent déjà lieu à des débats nourris. La notion de responsabilité commune mais différenciée des États ne manquera pas d'en susciter d'autres ces deux prochaines années. Il faudra aussi s'interroger sur le financement du développement et définir les méthodes à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs communs. Les controverses autour du climat et des relations commerciales équitables constituent d'autres obstacles. Néanmoins, les États se rejoignent sur une volonté commune: il incombe à la génération actuelle de vaincre la pauvreté et d'instaurer un développement durable. C'est ce qui nous donne confiance. Nous n'échouerons pas face aux défis, mais nous les relèverons ensemble. ■

(De l'anglais)

Réflexions à haut niveau

Afin de doter l'agenda de développement post-2015 d'une assise politique solide, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a invité 27 personnes éminentes à formuler des recommandations. Le Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 a été institué en juillet 2012. Ses membres étaient issus du monde politique, de la société civile et du secteur privé. Le groupe était dirigé par le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono, la présidente du Liberia Ellen Johnson Sirleaf et le premier ministre britannique David Cameron. www.post2015hlp.org/the-report

De la biodiversité à la migration

Le Conseil fédéral est favorable à la fusion prévue des objectifs de durabilité et de développement. Dans un premier document de base sur la question, la Suisse présente les thèmes pour lesquels elle s'engage en particulier.



Jiro Oso/Reuters/afp

(mw) Le calendrier de l'ONU est ambitieux : l'Assemblée générale entend adopter son nouveau programme de développement à la fin de 2015 déjà. Celui-ci doit englober l'agenda faisant suite aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les Objectifs du développement durable (ODD), deux stratégies planifiées jusqu'ici de manière indépendante l'une de l'autre.

Le Conseil fédéral soutient ces efforts. Pour faire valoir la position de la Suisse au sein des instances internationales, un groupe de travail réunissant plus de quinze services fédéraux a élaboré un document de base très exhaustif. Divers acteurs – ONG, économie privée, instituts de recherche et monde politique – ont participé aux travaux. Les particuliers ont pu donner leur avis sur le site Internet www.post2015.ch.

Ce document, intitulé *Position de la Suisse sur un cadre pour un développement durable après 2015*, a été adopté par le Conseil fédéral en juin 2013. Ce n'est toutefois qu'un rapport intermédiaire. « Il sera certainement adapté au fil des débats internationaux », indique l'ambassadeur Michael Gerber, qui a été chargé de suivre ce processus et de représenter la Suisse dans les organes internationaux.

Engagement particulier

Le document présente quatorze thématiques clés, allant de la sécurité de l'eau à la biodiversité, que la Suisse souhaite voir figurer dans le futur agenda



Luke Dugglesby/Reuters/afp

Sécheresse en Éthiopie, pénurie d'eau en Indonésie : la Suisse s'engage en faveur d'objectifs spécifiques, comme la réduction des risques de catastrophes et la sécurité de l'eau pour tous.

mondial au titre d'objectifs spécifiques ou transversaux. Notre pays s'engagera particulièrement en faveur des objectifs spécifiques suivants : sécurité de l'eau, santé, égalité des genres, ainsi que paix et sécurité.

La Suisse veut aussi faire valoir trois domaines dont les OMD n'ont pas suffisamment tenu compte : la réduction du risque de catastrophes, le passage vers une consommation et une production durables, ainsi que les bénéfices sociaux et économiques liés à la migration. « Nous devons mettre en valeur la contribution que la migration apporte au développement dans le monde entier. Il serait faux de la percevoir uniquement comme un facteur négatif », explique Michael Gerber.

Le financement – pierre d'achoppement

Le document suisse souligne la nécessité d'intégrer équitablement les trois dimensions du développe-



La paix et la sécurité – par exemple en Colombie – figurent parmi les thématiques prioritaires de la Suisse.

ment durable (sociale, économique et environnementale) dans les futurs objectifs mondiaux, en les harmonisant avec les autres initiatives de l'ONU. Outre les OMD et la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, ces dernières comprennent par exemple l'Agenda 21 et le plan d'application du sommet mondial de Johannesburg pour le développement durable.

Pour être en mesure de relever les défis mondiaux, toute stratégie doit par ailleurs respecter les cinq principes suivants : droits de l'homme, capacité des écosystèmes, inclusion et justice sociales, universalité (tous les États doivent assumer des responsabilités) et cohérence des politiques (cela revient à coordonner les politiques de tous les secteurs, notamment l'agriculture et le commerce, et à les axer sur la durabilité).

Une chose est certaine : il sera impossible de mettre en œuvre la stratégie de développement durable sans disposer de ressources suffisantes. Dans son document, la Suisse souligne dès lors que les pays devraient honorer leurs engagements financiers, renforcer la mobilisation des ressources nationales et recourir à de nouvelles sources de financement, dont les partenariats public-privé, la remise de dettes, les coopérations trilatérales ou les investissements privés. Il faut aussi encourager la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement. La réussite de ce projet ambitieux passe néanmoins par l'instauration d'un système commercial multilatéral équitable. ■

(De l'allemand)

Les quatorze thématiques clés définies par la Suisse

- Sécurité alimentaire et nutrition pour tous, grâce à des systèmes agroalimentaires durables
- Sécurité de l'eau pour tous
- Accès universel à l'énergie durable
- Droit pour tous à une éducation et à une formation adaptées et de qualité
- Une meilleure santé à tous les âges
- Croissance durable/verte, emploi et travail décent pour tous
- Consommation et production durables (y compris produits chimiques et déchets)
- Gouvernance : vers des institutions plus ouvertes, plus inclusives et plus responsables
- Égalité des genres
- Paix et sécurité
- Réduction des risques de catastrophes
- Dynamique des populations – migration et développement
- Biodiversité (y compris les forêts)
- Villes et infrastructures durables

Réduire les risques de catastrophes

À quoi bon construire des écoles et des logements, si une inondation les détruit aussitôt ? Les catastrophes naturelles causent des dommages toujours plus importants depuis soixante ans. Chaque année, elles engendrent pour 150 milliards de dollars de dégâts et touchent 250 millions de personnes. Des études ont montré que de tels événements rejettent une société loin en arrière sur la voie du développement. Depuis une dizaine d'années, l'observation des causes et des effets des cataclysmes est dès lors devenue une discipline en soi. Possédant un vaste savoir-faire dans ce domaine, la Suisse s'efforce d'inclure la réduction des risques de catastrophes dans la stratégie mondiale de développement.

Document de positionnement sur le site www.post.2015.ch, « Thèmes »

« La question du financement suscitera un vaste débat »

En sa qualité de représentant spécial pour le développement durable mondial post-2015, Michael Gerber élabore la position de la Suisse et la défend dans les instances internationales. Ce collaborateur de la DDC participe aux conférences et aux consultations dont le but est de définir la transition entre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les Objectifs de développement durable (ODD). D'ici l'aboutissement de ce processus, de nombreux voyages l'attendent encore.



Michael Gerber est depuis octobre 2012 le représentant spécial de la Suisse pour le développement durable mondial post-2015, avec rang d'ambassadeur. À ce titre, il est chargé d'élaborer la position suisse et de la défendre sur le plan international. Né en 1972, M. Gerber a étudié la philosophie politique, l'histoire et l'ethnologie à l'Université de Berne. Avant d'être nommé représentant spécial par le Conseil fédéral, il dirigeait la section Analyse et politique de la DDC.

Un seul monde : Les nouveaux Objectifs de développement durable ne s'appliqueront pas seulement aux pays en développement, mais à tous les pays. Qu'est-ce que cela va changer pour la Suisse ?

Michael Gerber : La Suisse contribue déjà largement à la durabilité dans de nombreux domaines. Il n'y aura donc pas de grand chambardement. Le Conseil fédéral devra toutefois axer sa Stratégie pour le développement durable sur les nouveaux objectifs mondiaux. À ce titre, des adaptations pourront s'avérer nécessaires dans quelques secteurs politiques.

Quels atouts la Suisse peut-elle faire valoir dans ce processus international et comment parvient-elle à se faire entendre ?

Grâce à sa neutralité, la Suisse est à même d'établir des ponts. Ce faisant, elle exprime également ses propres préoccupations. Nous possédons un vaste

savoir-faire, en particulier dans les domaines eau, égalité des sexes, sécurité alimentaire, politique environnementale, emploi et droit foncier.

Les 193 États membres de l'ONU ont des approches et des objectifs souvent très différents en matière de développement. Sur quels obstacles l'élaboration des ODD risque-t-elle d'achopper ?

Pour parvenir à des objectifs communs, les négociations seront certainement ardues, d'autant que les pays émergents et en développement s'affirment davantage. La question du financement fera l'objet d'un vaste débat. Toutefois, un consensus étonnamment large prévaut sur la nécessité de doter le développement durable d'un cadre global si l'on veut relever les défis mondiaux.

On a reproché au document de base publié par la Suisse d'être une liste de vœux pour un monde idéal. Faut-il autant d'objectifs pour faire bouger les choses ?

La Suisse est aussi d'avis que le processus doit déboucher sur l'adoption de huit à dix objectifs clairs et compréhensibles. Le document publié ne constitue qu'un premier état des lieux.

Au niveau mondial, toute personne pouvait donner son avis sur les futurs ODD. Peu d'efforts ont été entrepris dans ce sens en Suisse.

Le processus est ouvert à tous. Grâce aux listes d'adresses de divers services fédéraux, nous avons contacté les ONG et les instituts de recherche. En dépit de nos efforts, le secteur privé est encore sous-représenté, de même que les particuliers. La consultation sera élargie progressivement. ■

(De l'allemand)

Les politiques agricole et commerciale doivent être mieux coordonnées – ici, le port de Djakarta, en Indonésie.



Moins d'effets secondaires indésirables

Trois des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) concernent la santé. Toutefois, le bilan des progrès dans ce domaine est mitigé. La Suisse défend l'idée de conserver la santé parmi les futurs objectifs, mais de la relier davantage à des thèmes comme l'environnement et la justice sociale.



Campagne de vaccination dans le nord de l'Ouganda. Dans la plupart des pays en développement, les systèmes de santé doivent être améliorés.

(mw) « Il est très utile que la santé occupe une place centrale dans les OMD », affirme Debora Kern, conseillère en matière de santé à la DDC. « Jusqu'ici, on n'avait jamais vu affluer autant de ressources pour résoudre les problèmes sanitaires dans les pays en développement. » Le quatrième OMD vise à réduire la mortalité infantile, le cinquième à améliorer la santé maternelle et le sixième à combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies. Ces objectifs ont en partie été atteints, mais d'énormes problèmes subsistent dans le domaine de la santé.

Axés en priorité sur les pays en développement, les OMD ont occulté les difficultés auxquelles font face les couches pauvres de la population dans les pays émergents et industrialisés. « Le fait de mettre l'accent sur certaines maladies spécifiques a de plus engendré des effets secondaires indésirables », relève Debora Kern. On a ainsi vu apparaître quantité de programmes visant à combattre une seule maladie. Cela n'a pas amélioré la mauvaise qualité des systèmes de santé.

M^{me} Kern est persuadée que la santé demeure un facteur clé du développement durable. Plus de 100 millions de personnes s'écroulent chaque année dans la pauvreté, car elles doivent payer des traite-

ments médicaux. « En l'absence d'assurance-maladie ou d'autres systèmes de solidarité, la paupérisation est inévitable. »

Renforcer les systèmes de santé

C'est pourquoi la Suisse défend le maintien de ce thème dans les objectifs globaux. À l'instar de l'Organisation mondiale de la santé, elle plaide pour que le nouvel objectif mette l'accent sur les soins de base. À cet effet, la DDC a collaboré avec l'Office fédéral de la santé publique, la division Politiques extérieures sectorielles du DFAE et la mission suisse auprès de l'ONU à Genève, afin d'élaborer un projet de formulation. Ce document souligne que, pour optimiser les résultats, il faudrait à l'avenir rapprocher davantage les problèmes de santé des autres objectifs. Selon Debora Kern, « les indicateurs environnementaux, tels l'eau potable et l'accès à l'alimentation, jouent un rôle essentiel pour la santé ». C'est aussi le cas de la justice sociale et des droits humains, ajoute-t-elle. « La propagation du sida est par exemple directement liée au droit des femmes de choisir leur sexualité. » ■

(De l'allemand)

Perspective et bilan

Le projet de la Suisse pour l'objectif mondial en matière de santé est présenté dans la rubrique « Thèmes » du site www.post2015.ch. Concernant les OMD, qui sont encore en vigueur, la Suisse a contribué au succès de l'Ukraine dans ce domaine. Grâce notamment aux projets réalisés par la DDC et le Seco, ce pays a pu atteindre les OMD 4 et 5. Entre 1990 et 2012, la mortalité maternelle est tombée de 40 à 15 pour 100 000. Quant à la mortalité infantile, qui avoisinait 15 pour 100 000 en 1995, elle oscillait entre 8 et 10 en 2012, selon la région.

De l'eau potable pour tous et partout

La Suisse est célèbre pour la pureté de son eau potable et la préservation de ses milieux aquatiques. Elle dispose aussi d'un vaste savoir-faire dans des domaines comme la protection contre les crues et l'énergie hydraulique. Cela l'amène à jouer un rôle prépondérant dans l'élaboration de l'objectif international consacré à l'eau pour l'après-2015.

(mw) « À l'ONU, l'eau est un thème traité par de nombreux organismes, ce qui ne simplifie pas toujours le travail », observe Manuel Thurnhofer, conseiller de la DDC sur la politique sectorielle de l'eau. Le précieux liquide n'en constitue pas moins un élément crucial pour un avenir durable. Le manque de ressources hydriques fait planer un grave danger sur la vie, la santé, la sécurité alimentaire, la prospérité industrielle et la biodiversité. « Les Objectifs du Millénaire ont permis de faire d'énormes progrès, mais ils ont négligé certains aspects essentiels », note M. Thurnhofer. Certes, l'accès à de l'eau potable et à des installations sanitaires s'est nettement amélioré. La gestion durable et équitable des ressources et l'épuration des eaux usées, en revanche, présentent encore de graves lacunes. « Si nous ne protégeons pas durablement la qualité de l'eau et les écosystèmes, ce sont les générations futures qui en souffriront. »

Premières propositions concrètes

Dans l'élaboration du programme qui doit relayer les OMD après 2015, la Suisse œuvre pour que l'on accorde une grande priorité au domaine de l'eau. Elle contribue de manière prépondérante à la définition de cet objectif spécifique. Le conseiller fédéral

Didier Burkhalter a ainsi été le premier ministre du monde à souligner que l'eau doit constituer un objectif en soi et non pas un thème transversal.

En collaboration avec les Pays-Bas, la Jordanie et le Liberia, la Suisse a dirigé les consultations mondiales lancées par l'ONU sur cette thématique, lesquelles ont débouché sur un premier document de travail. En parallèle, elle a déjà ébauché une formulation de l'objectif et des indicateurs qui lui seront associés. Aux côtés de la DDC, de nombreux autres services fédéraux ont participé à ce travail. De plus, le projet a été débattu et approuvé par le Partenariat suisse pour l'eau, un réseau regroupant des entreprises actives dans ce secteur au niveau mondial.

Selon Manuel Thurnhofer, le projet de « sécurité de l'eau pour tous » a été très bien accueilli dans les instances internationales. Afin de réunir un consensus aussi large que possible, la Suisse a de plus financé des consultations nationales sur l'eau dans vingt pays émergents et en développement. « Seul un objectif largement accepté a des chances d'être repris et mis en œuvre par tous les pays. » ■

(De l'allemand)

Juste un thème transversal

Dans de nombreux domaines, l'ONU s'est dotée d'institutions spécialisées : OMS (santé), Unicef (enfance), OIT (travail), etc. Malgré son importance, le domaine de l'eau reste cependant un thème transversal. Il ne fait souvent l'objet que d'un programme partiel. Le mécanisme ONU-Eau a été créé en 2003 pour mieux coordonner les activités dans ce domaine. Il regroupe toutes les entités du système onusien (institutions, programmes, instruments financiers) qui s'occupent de ces questions. Parmi ses 31 membres figurent l'OMS, l'Unicef, l'Organisation mondiale de météorologie, la Banque mondiale et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que d'autres partenaires, comme le WWF. L'ONU-Eau n'a toutefois pas le statut d'institution spécialisée. www.unwater.org

Journée de lessive au bord du fleuve Umbeluzi, au Mozambique : l'eau est un élément clé du développement durable.



Faits et chiffres



Eric Lafforgue/Invision/laif



Per-Anders Petterson/laif

« Nous vivons à une époque où les gens sont plus nombreux à avoir un téléphone portable que des toilettes. »

Stanislav Saling, porte-parole de l'équipe post-2015 au sein du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

La proportion d'abonnés à un service de téléphonie mobile – l'un des soixante indicateurs mesurant les progrès vers les OMD – ne cesse de croître dans les pays en développement : l'an dernier, 89% de la population possédait un téléphone portable. En revanche, 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à des installations sanitaires appropriées et plus d'un milliard d'entre elles doivent se soulager dans la nature, ce qui représente un risque pour la santé et l'environnement.

Cinq rapports décisifs

www.post2015.ch, « Documentation »

- *Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable*, rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015
- *Programme d'actions pour le développement durable*, rapport du Réseau des solutions pour le développement durable
- *Corporate Sustainability and the United Nations Post-2015-Agenda*, rapport du Pacte mondial de l'ONU, avec le point de vue du secteur privé

www.worldwewant2015.org

- *A Million Voices: The World We Want*, rapport de synthèse des consultations menées par le Groupe des Nations Unies pour le développement

www.un.org/fr/millenniumgoals, « Rapports et publications »

- *Objectifs du Millénaire pour le développement – rapport de 2013*

Savoir et participer

Les sites Internet ci-après permettent à tous les habitants de la planète non seulement de suivre l'élaboration de l'agenda de développement pour l'après-2015, mais aussi de donner leur avis sur les principaux défis du futur.

Site officiel sur le processus post-2015 en Suisse, avec des informations, de la documentation et un sondage
www.post2015.ch

Plate-forme de l'ONU et d'organisations de la société civile, vers

laquelle convergent les divers processus post-2015

www.worldwewant2015.org

Sondage mondial auprès de la société civile sur les futurs Objectifs de développement durable (ODD)

www.myworld2015.org

Site de la campagne lancée par plus de 800 organisations de la société civile afin d'influer sur l'élaboration des ODD

www.beyond2015.org

Engagement financier

La Suisse ne participe pas seulement à la définition des objectifs pour l'après-2015, mais également au financement des travaux de l'ONU dans les domaines qu'elle juge importants. Elle a ainsi soutenu, à hauteur de 1,2 million de francs, l'organisation de consultations nationales dans les pays pauvres. Elle a cofinancé des consultations thématiques sur l'eau et la démographie. D'autres contributions ont été allouées à la participation des particuliers via le site www.myworld2015.org, à des enquêtes auprès d'ONG et à l'Independent Research Forum, une alliance internationale d'instituts de recherche (www.irf2015.org).



Luke Dugdaleby/Redux/laif

Entre assurance et crainte pour l'avenir

Pendant des décennies, la Colombie faisait parler d'elle presque exclusivement en rapport avec son atroce guerre civile, mais les nouvelles positives se multiplient ces derniers temps. L'économie reprend de la vigueur. Le conflit entre gouvernement et guérilla perd de sa virulence. Toujours plus de Colombiens accèdent à la classe moyenne. Reste à savoir s'ils garderont ce statut ou s'ils retomberont dans le dénuement. De Sandro Benini*.



Franck Guizou/hemis.fr/lat

Narcotrafiquants stariés par la TV

La Colombie est, après le Pérou, le deuxième plus gros producteur de cocaïne du monde. Les cartels de la drogue ont influencé non seulement la politique et l'histoire du pays, mais également sa culture. Cela se reflète particulièrement dans le phénomène des *narconovelas*, des séries télévisées qui racontent les aventures de barons de la drogue, leurs femmes, leurs agents, leurs adversaires, leurs victimes. Des millions de téléspectateurs suivent dans toute l'Amérique latine des séries colombiennes comme *Escobar, le patron du mal*, *Le cartel des traîtres* ou *Les poupées de la mafia*. Quand on reproche aux producteurs de présenter les trafiquants sous un jour favorable, ils répondent que leur seul souci est de mettre en garde contre l'influence néfaste de la mafia, ce qui nécessite d'en faire une description réaliste.

Dans de nombreuses rues de Bogotá, les activités commerciales battent leur plein et les gens s'adonnent aux joies de la consommation.

Un samedi après-midi à Bogotá. Comme chaque week-end, les quatre membres de la famille Navarrete sont venus manger au Centre commercial andin. Cet immeuble de quatre étages est un symbole de l'essor de la classe moyenne qui s'étoffe de plus en plus depuis une dizaine d'années en Colombie. Il est situé dans la Zona Rosa, le quartier de la capitale où se trouve la plus forte concentration de restaurants, discothèques, boutiques et bijouteries.

Le Centre commercial andin est un temple de la consommation particulièrement animé. Les ascenseurs montent et descendent silencieusement dans des tours de verre. On y croise des messieurs en costume-cravate qui se rendent à un déjeuner d'affaires, des adolescents au regard brouillé par une longue séance dans la salle de jeux vidéo, des amies qui se sont donné rendez-vous pour boire un café

avant d'aller voir un film dans le cinéma multiplexe, ainsi que de nombreuses familles.

Ingénieur de 33 ans, Emilio Navarrete a connu la pauvreté durant son enfance et son adolescence dans le village de Galerazamba, sur la côte caraïbe. Luisa Sol, son épouse de 29 ans, est secrétaire dans un bureau d'avocats. Elle s'occupe deux jours par semaine de leurs enfants Alicia, trois ans et demi, et Fernando, six mois. Les Navarrete ont engagé une nounou pour le reste de la semaine. « Regardez autour de vous, nous pourrions être n'importe où en Europe ou aux États-Unis », fait remarquer Emilio. « Il n'y a rien de typiquement colombien dans ce centre commercial. »

Forte progression de la classe moyenne

L'émergence de la classe moyenne en Amérique latine fait aujourd'hui l'objet de congrès inter-

nationaux et d'études socioéconomiques. Selon un rapport de la Banque mondiale, cette catégorie sociale, qui regroupait un peu plus de 100 millions de personnes il y a dix ans, en compte 150 millions actuellement. Cela représente environ 30% de la population totale du sous-continent. Remarquons toutefois qu'il suffit d'un modeste revenu minimum pour appartenir à la classe moyenne latino-américaine dans les statistiques nationales et internationales. La Banque mondiale, par exemple, a fixé le seuil à 300 dollars par mois. Le Mexique, pour

il n'a pas eu le temps de voir que je m'en suis tout de même sorti.»

Comme dans d'autres pays latino-américains, l'émergence de la classe moyenne s'est produite en Colombie entre 2000 et 2010. Durant cette «décennie dorée», le sous-continent a connu des taux de croissance remarquables, grâce aux prix élevés des matières premières et des produits agricoles sur le marché mondial. Par ailleurs, les gouvernements d'Amérique latine avaient tiré les leçons des erreurs passées. Ils se sont astreints à une nouvelle discipli-



Toujours plus de Colombiens échappent à la pauvreté et accèdent à la classe moyenne.

sa part, considère qu'une famille entre dans cette catégorie quand son revenu mensuel dépasse 900 dollars.

Selon les critères de la Banque mondiale, la classe moyenne colombienne a doublé au cours des dix dernières années et représente désormais presque 30% de la population. Une étude de l'Université des Andes, à Bogotá, se base sur une définition plus stricte : ses auteurs ont adopté un revenu plancher de 5500 dollars par mois. Ils arrivent tout de même à la conclusion qu'environ 2 millions de familles ont échappé à la misère durant la dernière décennie pour accéder à cette catégorie. En 2012, près de 33% de la population du pays vivait encore au-dessous du seuil de pauvreté.

Décennie dorée

Les époux Navarrete et leurs enfants habitent dans un quartier nord de Bogotá dont les élégantes maisons de briques rouges rappellent l'Angleterre. Au début de notre entretien, ils respirent l'assurance. Ils racontent les deux semaines de vacances d'été passées dans la ville coloniale de Carthagène sur la côte caraïbe, leur première voiture, leur projet de s'acheter peut-être un appartement dans quelques années. «Je voudrais bien que mon père puisse nous voir en ce moment», regrette Emilio. «Il tenait une petite épicerie. Pendant toute sa vie, il a eu honte de n'avoir pas pu nous envoyer, mes deux frères et moi, dans une école privée. Mort prématurément,



ne en matière de politique fiscale, ce qui leur a permis d'éliminer l'hyperinflation. Ce fléau économique, longtemps typique du sous-continent, laminait auparavant l'épargne des catégories modestes et faisait obstacle à la mobilité sociale.

Le produit intérieur brut de la Colombie a progressé de presque 5% par an ces dix dernières années. Selon l'indice Doing Business de la Banque mondiale, qui mesure les économies en fonction de la facilité à y faire des affaires, ce pays occupe la deuxième position en Amérique latine, derrière le Pérou. L'an dernier, l'endettement colombien correspondait à environ 40% du produit intérieur brut et le déficit budgétaire à 2,4%. Bien des États européens seraient fiers d'atteindre ces valeurs qui respectent les critères de Maastricht.

La Colombie en bref

Nom

République de Colombie

Superficie

1,138 million de km²

Capitale

Bogotá

Population

46 millions

Âge moyen

28,6 ans

Ethnies

Métis 58%
Blancs 20%
Mulâtres et Créoles 14%
Noirs 4%
Indigènes et Afro-Colombiens 4%

Religions

Catholiques romains 90%
Autres 10%

Produits d'exportation

Pétrole, charbon, émeraudes, café, nickel, fleurs coupées, bananes, textiles

Branches économiques

Agriculture, industrie, services, tourisme, exploitation de pétrole et de gaz naturel





De nombreuses personnes déplacées pendant la guerre n'ont toujours pas pu regagner leurs foyers.

Mads Nissen/afp

Le déclin des Farc

Fondées en 1964, les Farc restent la plus ancienne et la plus puissante organisation de guérilla en activité dans le monde. Cependant, selon des estimations officielles, leurs effectifs ont chuté de 21 000 à 7000 au cours des dix dernières années. Ce déclin est dû moins à la pression militaire du gouvernement qu'aux programmes offrant aux guérilleros un allègement des peines et des mesures de réinsertion s'ils déposent spontanément leurs armes. Actuellement, les rebelles qui profitent de tels programmes sont quatre fois plus nombreux que ceux tués dans des combats contre l'armée. Ils savent pourtant que les Farc exécutent impitoyablement tout déserteur. On trouve parmi eux aussi bien de simples soldats que des chefs.

Un impôt révolutionnaire sous forme de rançon

Durant la « décennie dorée », l'évolution du conflit armé entre l'État et la guérilla a encore renforcé le sentiment de confiance de la classe moyenne colombienne. Au tournant du millénaire, les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) contrôlaient des régions entières. Pour amener les insurgés à entamer des négociations de paix, le président de l'époque, Andrés Pastrana, leur avait concédé une zone dite démilitarisée. Ce territoire, grand comme la Suisse, était pratiquement gouverné par l'organisation marxiste.

La guérilla finançait sa lutte par le trafic de drogue et en pratiquant une tactique connue sous le nom de « pêche miraculeuse » : les rebelles érigeaient des barrages routiers, enlevaient des automobilistes qu'ils supposaient fortunés et les libéraient contre le versement d'une rançon. Souvent, leurs victimes appartenaient à la classe moyenne. Les Farc considéraient cette catégorie sociale comme une oligarchie parasite, dont il était légitime d'exiger ce qu'ils appelaient un « impôt révolutionnaire ».

Luisa Sol Navarrete se souvient : « À l'époque, il était dangereux de sortir de Bogotá en voiture. J'ai grandi dans une famille de la classe moyenne, mon père était orthopédiste. J'ai pu me rendre compte que la prospérité matérielle améliore l'existence uniquement si l'on a vraiment la possibilité d'en jouir. »

C'est Álvaro Uribe, au pouvoir entre 2002 et 2010,

qui a repoussé les Farc, notamment en adoptant une ligne dure à leur égard sur le plan militaire. Sous sa présidence, le nombre d'enlèvements a reculé de 90%, ce qui lui vaut aujourd'hui encore la reconnaissance d'une grande partie de la population. Ce sentiment n'est pas terni par ses liens supposés avec les paramilitaires d'extrême-droite, ni par les nombreux cas de corruption et les brutalités de l'armée contre des innocents. Le président a toujours nié ou minimisé ces scandales, dans lesquels ses proches étaient souvent impliqués. « Álvaro Uribe a été une chance pour toute la Colombie, mais surtout pour nous qui appartenons à la classe moyenne », affirme Luisa Sol.

Orgie consummatrice à crédit

C'est seulement après plus d'une heure de conversation que l'on découvre certaines failles dans l'assurance affichée par les Navarrete. Leurs sources d'inquiétude sont typiques de la classe moyenne latino-américaine : « La voiture et une partie de l'équipement du ménage, que nous avons achetés à crédit, sont payés par acomptes. Nous entendons offrir une formation correcte à nos enfants. Cela nous obligera, le moment venu, à les envoyer dans des écoles privées, car l'éducation nationale est désastreuse ici. Or, ces établissements coûtent cher. Si le revenu familial n'augmente pas d'ici là, notre budget sera serré », souligne Luisa Sol.

L'an passé, le volume des microcrédits et des crédits à la consommation a augmenté de 18% en Colombie. Parallèlement, le nombre de nouvelles cartes de crédit progressait de 15%. L'orgie consummatrice de la classe moyenne est donc financée, du moins partiellement, par l'emprunt, d'où un taux de dettes en souffrance qui s'est accru de presque 30% en 2012.

Selon Christian Daude, représentant du Centre de développement de l'OCDE pour l'Amérique latine, beaucoup de ceux qui appartiennent à la nouvelle classe moyenne colombienne risquent de se retrouver dans la misère en cas d'événement imprévu – par exemple s'ils perdent leur emploi ou tombent gravement malades. Emilio Navarrete en est conscient : « Jouir du moment présent fait partie du style de vie colombien. Demain, tout pourrait avoir disparu. » ■

*Sandro Benini est correspondant du Tages-Anzeiger pour l'Amérique latine

(De l'allemand)

Sur le terrain avec...

Martin Jaggi, coordinateur de l'aide humanitaire de la DDC à Bogotá

Si la DDC est présente en Colombie depuis 2001, c'est essentiellement en raison de la guerre civile. Notre travail dans ce pays est centré sur l'aide humanitaire. Celle-ci restera vitale même après la conclusion des négociations en cours, qui visent à mettre un terme au conflit armé entre le gouvernement et les rebelles des Farc. La violence reste en effet omniprésente, notamment en raison de la criminalité liée à la drogue et, plus récemment, des affrontements survenus dans le secteur de l'exploitation minière. Notre nouvelle stratégie de coopération 2014-2016 continuera ainsi de mettre l'accent sur l'aide aux victimes de violences. Parallèlement, nous étofferons notre soutien aux autorités régionales dans leurs efforts pour améliorer les services publics.



La semaine passée, j'ai assisté à une séance d'information de Human Rights Watch sur les effets de la nouvelle loi qui régleme la restitution des terres aux personnes déplacées. C'est un texte essentiel, mais son application est très difficile car les gens ont souvent peur de faire valoir leurs droits. Il était important, pour moi, de constater qu'une organisation internationale de défense des droits de l'homme considère toujours ce processus comme une chance historique pour le pays. Après cette

« Les gens ont souvent peur de faire valoir leurs droits. »

séance, ma conclusion était la suivante : le soutien que nous apportons à l'institution responsable de la restitution des terres représente une contribution modeste, mais efficace, au développement futur de la Colombie.

Pour éviter de céder à l'illusion que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, je quitte régulièrement la capitale trépidante et me rends dans des zones de conflits. Un récent voyage avec le CICR – qui nous a fait visiter des villages isolés dans le département du Cauca – m'a rappelé à quel point la situation est précaire à la campagne. La Colombie a deux visages : alors que les grandes villes sont en plein essor, c'est la stagnation qui prévaut dans les zones rurales. Tandis que d'autres donateurs mettent progressivement un terme à leurs projets

portant sur les droits de l'homme, la Suisse entend prendre en compte les deux dimensions : elle poursuit son aide humanitaire et son engagement pour le respect des droits humains ; parallèlement, elle soutient des projets qui visent à promouvoir l'économie en se fondant sur une gestion efficace des ressources.

Le bureau de la DDC à Bogotá se trouve dans un bâtiment qui abrite aussi l'ambassade de Suisse ainsi que les représentations du Seco et de la division Sécurité humaine du DFAE. Chaque mercredi, nous nous retrouvons tous pour une séance de coordination présidée par l'ambassadrice. En outre, différents groupes de travail sondent les synergies et les complémentarités de nos projets. Nous y discutons par exemple les conflits d'intérêt entre la politique de développement et les investisseurs.

Ma première visite en Colombie remonte à l'époque de mes études. Une fois celles-ci terminées, j'ai travaillé dans ce pays pendant une année, en 2002, en tant que membre des Brigades de paix internationales. C'est durant cette période que j'ai fait la connaissance de ma femme. Après différentes missions en Afrique pour l'aide humanitaire de la DDC et à la centrale à Berne, nous sommes à nouveau en Colombie depuis août 2012. Pour nos trois enfants, c'est une chance inespérée de mieux connaître la famille, la langue et la culture de leur mère. ■

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus; de l'allemand)

Stratégie commune

Les activités de la DDC et celles de la division Sécurité humaine du DFAE en Colombie se trouvent pour la première fois regroupées dans un même document, la nouvelle stratégie suisse de coopération 2014-2016. L'aide humanitaire et la problématique des droits de l'homme en restent les axes principaux. La Suisse met un accent particulier sur le dépassement et la prévention de la violence. Étant donné le caractère incertain du processus de paix, elle mise sur la poursuite des bons offices et la flexibilité. Elle pourra ainsi réagir à des demandes spécifiques, par exemple la création d'un fonds pour la paix. Par ailleurs, le projet SuizAgua, réalisé en partenariat avec des entreprises privées, vise à créer des méthodes innovantes d'utilisation durable des ressources hydriques. Il contribuera à l'élaboration de normes internationales sur la gestion des ressources en eau.

www.ddc.admin.ch/Colombie
www.cooperacion-suiza.admin.ch/colombia

La mémoire de mon pays

On a beaucoup parlé, enquêté et écrit sur la violence politique qui déchire la Colombie depuis plus de cinq décennies. Ma génération est la fille de ce passé douloureux qui refuse obstinément de disparaître.

Habituellement, les déclarations sur les causes et les formes de cette violence viennent des acteurs armés, de l'élite au pouvoir qui les soutient, des intellectuels ou du monde académique. Je suis allée écouter les voix des victimes, recueillir leurs témoignages et explorer leurs souvenirs pour cerner les raisons de la guerre. Cette recherche m'a conduite à percevoir les choses autrement et à remettre en question certains concepts. Elle m'a surtout amenée à changer de préoccupations et de priorités, et à apprécier la vie de manière différente.

Pour ce travail d'enquête, j'ai parcouru tout le pays. J'ai observé sa belle diversité ethnique, culturelle et géographique, mais en même temps ses inégalités criantes. Par moments, j'ai eu la sensation de voyager dans deux pays différents : l'un reste emmuré dans des relations esclavagistes et obscurantistes ; l'autre galope sur des discours et des réalités qui nous donnent l'impression d'être prospères et démocratiques. Il y a deux Colombie, l'une rurale, l'autre urbaine. C'est dans les campagnes que la guerre a été la plus intense et a duré le plus longtemps. Là, les habitants ne connaissent pas leurs droits et ne savent même pas qu'il existe un État obligé de les protéger. Dans le plus pur style féodal, ceux qui détiennent le pouvoir armé et économique décident de la vie des autres.

Dans ce pays rural, j'ai entendu les victimes raconter leur histoire. La majorité d'entre elles sont des paysans indigènes ou afro-colombiens. Leurs récits parlent de générations qui se sont débrouillées sans le soutien de l'État, souvent même en devant se défendre contre ses décisions arbitraires. Très souvent, ces gens perçoivent les employés de l'État et en particulier les forces militaires comme un acteur de la guerre, capable de les persécuter. On m'a parlé de communautés qui ne revendiquent même pas leurs droits. Elles demandent seulement qu'on les laisse vivre en paix dans leur environnement, couvrir elles-mêmes leurs besoins et résoudre les désaccords ou les conflits selon leurs

propres règles. Dans bien des cas, ces communautés craignent d'être incluses dans un développement qu'elles ne partagent pas et dans des relations qui ne correspondent pas à leur vision du monde.

Dans les campagnes, j'ai rencontré l'horreur absolue, l'arbitraire, la cruauté. J'ai entendu des histoires terrifiantes : viols, amputations, tortures, disparitions, déplacements de populations, pillage, etc. Paradoxalement, c'est aussi dans ces régions que j'ai découvert le véritable héroïsme, la solidarité authentique, la résistance et le courage. J'ai constaté que des êtres humains sans défense et exposés à l'arbitraire sont capables de donner le meilleur d'eux-mêmes : afin de défendre leur dignité, des femmes et des hommes se sont confrontés aux puissants ; ils ont inventé des stratégies pour ne pas ployer sous leur joug ; ils ont entrepris des actions qui demandaient beaucoup de courage. Certains ont déterré des cadavres et recomposé des corps pour éviter que des mères ou des familles ne se consomment en recherches interminables, pour qu'elles puissent faire enfin leur deuil.

En dépit de leur grande pauvreté, ils ont partagé leur nourriture et risqué leur vie pour sauver celle des autres. Ces hommes et ces femmes m'ont appris que, dans leurs efforts pour résister et se protéger, ils ont non seulement contrecarré le terrible dessein des bourreaux, mais également contribué à sauver toute la société colombienne. Chaque action empreinte de dignité témoignait du courage et de la grandeur des gens.

J'ai vu des visages marqués par la souffrance, mais dignes, qui m'ont permis de fixer des priorités et qui ont fondé les principes de mon engagement : toutes mes paroles, mes actions et mes missions doivent viser à dénoncer ce conflit, son coût et les dégâts irréparables qu'il a engendrés. Dans ma vie personnelle comme dans mon travail de professeuse, il est de mon devoir de tout faire pour convaincre de l'impérieuse nécessité de mettre fin à la guerre. ■

(De l'espagnol)



Martha Nubia Bello enseigne le travail social à l'Université nationale de Colombie à Bogotá. En tant que coordinatrice, elle a largement contribué à l'élaboration du récent rapport concernant l'histoire de la guerre dans ce pays et ses effets sur la société civile. Sous sa direction, une équipe de chercheurs a enquêté pendant six ans sur ce conflit qui déchire la Colombie depuis plus d'un demi-siècle.

Des myrtilles pour l'Europe

La production de meubles, pellets, champignons et petits fruits peut faire prospérer le sud de la Serbie. Dans cette région rurale, la DDC soutient des projets ciblés qui exploitent le potentiel existant afin de créer des emplois et d'améliorer les revenus de la population.

(gn) « Nous devons adapter nos processus de production à la demande de la clientèle », dit Zoran Manic, qui vit dans le village de Bresnica (sud de la Serbie). Il a créé avec sa femme une entreprise spécialisée dans la transformation et la conservation de champignons sauvages et de petits fruits. Cependant, ses affaires ont subi les impacts négatifs de fortes variations saisonnières et d'une productivité médiocre. C'est pourquoi Zoran Manic compte sur un projet soutenu par la DDC pour moderniser sa production de myrtilles : au lieu d'aller récolter ces baies en forêt, il les cultivera désormais dans des champs. Selon les conclusions d'une analyse de marché, la démarche se justifie, car la demande en provenance de l'Union européenne reste considérable.

En 2012, l'organisation locale Organic – réunissant producteurs, cueilleuses et entreprises de transformation – a pu procurer pour la première fois de nouvelles variétés de myrtilles à 119 de ses membres. Les agriculteurs utiliseront désormais des plants de leurs propres pépinières. Cela leur permettra de sélectionner eux-mêmes les variétés qu'ils cultivent, de créer des emplois et de réduire les investissements nécessaires.

Des meubles plutôt que des pellets

Ce projet fait partie d'un programme suisse qui vise à mettre en place des chaînes de production et de commercialisation dans le secteur agricole. « Nos interventions ont pour but de créer des emplois destinés aux pauvres afin d'améliorer leurs revenus », explique Arminio Rosic, chef de projet au bureau de la coopération suisse à Belgrade. Le chômage est élevé dans le sud de la Serbie. Il frappe en particulier les jeunes et les femmes, dont la formation est insuffisante, voire inexistante.

La DDC s'engage aussi dans le secteur ligneux. « Même avec du bon bois et une longue tradition dans la transformation de ce matériau, il est difficile de répondre aux critères qualitatifs du marché international », reconnaît Maja Janjevic, fondatrice et directrice de la fabrique de meubles TopSofa. La création d'un centre de formation, axé sur les besoins des entreprises, doit combler la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Ainsi, le bois indigène pourra être transformé en meubles de qualité, au lieu d'arriver sur le marché uniquement sous la forme de pellets. ■

(De l'allemand)

Des marchés pour les pauvres

Procurer aux pauvres du travail et des revenus suppose l'existence d'entreprises et de marchés opérationnels. C'est en résumé l'idée qui sous-tend l'approche « Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres » (*making markets work for the poor* – M4P). Ce principe, qui implique une étroite collaboration entre économie privée et coopération au développement, est appliqué depuis quelques années seulement dans les Balkans occidentaux. Il régit notamment le projet de la DDC en Serbie, qui se concentre sur les secteurs clés du bois et des baies. Si l'on veut améliorer vraiment la situation des populations défavorisées, il est indispensable de baser chaque intervention sur des études de marché approfondies et d'adapter régulièrement le projet à l'évolution du contexte.



La culture, la transformation et la conservation de baies des bois créent des emplois.



Se guérir les uns les autres

Dans la région africaine des Grands Lacs, le viol et les autres formes de violence à l'égard des femmes sont devenus dramatiquement courants. Un programme de la DDC offre aux victimes une prise en charge psychosociale, médicale et juridique. Dans un souci de prévention et de sensibilisation, il privilégie un travail avec l'ensemble de la communauté.



Des femmes victimes de violences – sexuelles ou autres – participent à un groupe de parole.

Le profil des violeurs

En se basant sur les témoignages des femmes violées ayant bénéficié d'une prise en charge par le programme en 2012, la DDC a établi le profil des violeurs. Celui-ci varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans le Sud-Kivu, 60% des agresseurs étaient des hommes armés (miliciens, soldats gouvernementaux ou policiers). Au Rwanda, la violence sexuelle s'exerce surtout au sein des foyers : 86% des victimes avaient été violées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille. Au Burundi, 88% des agresseurs étaient des civils ne faisant pas partie du milieu familial. Ce pays affiche aussi un taux record de victimes mineures : 60% des viols avaient été commis sur des jeunes filles de moins de 18 ans et 17% sur des fillettes de moins de 5 ans.

(jls) La guerre est officiellement terminée depuis dix ans dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), mais les groupes armés continuent de sévir. Les femmes et les filles de tous âges sont leurs principales victimes. Elles seraient 500 000 depuis la fin des années 90 à avoir subi des violences sexuelles. Aux blessures physiques et psychiques s'ajoute l'exclusion sociale : nombre d'épouses violées sont chassées par leur mari, ce qui les plonge dans une situation économique très précaire.

Mais les soldats congolais ne sont pas les seuls à s'en prendre aux femmes dans la région. Tant en RDC qu'au Burundi et au Rwanda, ces dernières sont exposées à toutes sortes de violences, notamment dans le cadre familial. La guerre ou le génocide ont fortement détérioré le tissu social et les relations humaines.

Une violence multiforme

Depuis 2011, un programme régional de la DDC offre aux victimes une prise en charge psychosociale, des soins médicaux et un accompagnement juridique. « Afin de ne pas stigmatiser encore davantage les femmes violées, nous avons adopté une vision large de cette problématique. Nos activités concernent toutes les violences basées sur le genre », souligne la cheffe du programme, Ursula Salesse, basée à Bujumbura (Burundi).

Cette notion comprend les agressions physiques – sexuelles ou non – et psychologiques. Les accusations de sorcellerie, qui visent presque exclusivement des femmes, en font partie : les prétendues sorcières sont chassées du village, lapidées, voire tuées. La violence domestique, les mariages forcés et la confiscation des biens des veuves sont d'autres exemples. Majoritairement dirigée contre les fem-



Georgia Mueller

Le statut de la femme est l'un des thèmes abordés dans les ateliers de sensibilisation.

mes, la violence basée sur le genre touche aussi des hommes. Durant ses deux premières années d'activités, le programme a pris en charge 13 783 femmes (dont 8 184 avaient été violées) et 1 990 hommes.

Présence accrue dans les zones rurales

Sept organisations partenaires mettent en œuvre le programme dans 92 villages du Burundi, du Rwanda et de la province congolaise du Sud-Kivu. Elles étaient déjà actives auparavant dans l'aide aux victimes de violences sexuelles, mais leur offre se concentrait sur des centres d'accueil spécialisés. Désormais, la prise en charge est assurée directement dans les villages par des animateurs issus de la communauté.

L'Institut africain de psychologie intégrale (IAPI), au Rwanda, est l'une de ces organisations partenaires. Il a notamment pour mandat d'enseigner aux six autres une méthode de travail innovante qui a été élaborée par son directeur Simon Gasibirege. Pour le volet psychosocial, la DDC a en effet décidé de privilégier l'approche dite communautaire, qui permet de remonter aux racines de la violence et de reconstruire le tissu social. « Il ne suffit pas de soigner l'individu, car le dysfonctionnement est au cœur de la communauté », explique M. Gasibirege. Selon ce psychologue, une grande partie des difficultés consécutives à des événements traumatisants peuvent se résoudre grâce à l'entraide du village. Il faut toutefois que celui-ci réagisse de manière adéquate et dispose des outils nécessaires pour gérer les conflits.

Ateliers de guérison et de sensibilisation

À cet effet, divers espaces de discussion sont mis sur pied au sein des communautés. Ils réunissent les victimes, les autorités locales et d'autres personnes influentes du village, comme les chefs coutumiers, les hommes d'Église ou les enseignants. Les « ateliers de sensibilisation » mènent une réflexion sur les

moyens de prévenir la violence, les coutumes sociales, les préjugés ou encore le statut de la femme. Dans les « ateliers de guérison », on aborde des thèmes comme le deuil, la gestion des émotions et la réconciliation. Chaque participant s'interroge sur ses propres expériences traumatisantes et son vécu. Cette démarche aide les victimes à retrouver un rôle actif dans la communauté.

D'autres groupes de parole rassemblent les personnes ayant traversé les mêmes épreuves. Des femmes battues, des femmes violées ou des filles-mères, par exemple, y discutent de manière plus approfondie de leur problème spécifique. Elles sont accompagnées par une animatrice psychosociale. L'approche communautaire n'exclut pas les entretiens en tête-à-tête, mais les complète. « La prise en charge individuelle a ses limites. Ainsi, elle n'apporte aucune solution au grave problème que constitue la répudiation des femmes violées », relève Ursula Salesse. « Le blocage ne peut se résoudre que si la communauté crée un climat favorable à la réintégration des épouses au sein du foyer. » Vu leur influence sur les familles, les notables peuvent agir comme médiateurs et faire évoluer les mentalités.

Corriger les lois discriminantes

Ces dernières années, les pays de la région des Grands Lacs ont commencé de modifier leur droit afin de se conformer aux normes internationales sur l'égalité des sexes. Mais il reste de nombreuses lois discriminantes. Le programme suisse entend contribuer à leur adaptation. Il le fait notamment en fournissant un appui technique et financier à la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs. En 2011, les douze pays membres de cette organisation ont adopté une Déclaration sur la répression et la prévention des violences sexuelles. Ils doivent maintenant traduire cet engagement dans les législations et les politiques nationales. ■

Une poignée de condamnations

En 2012, le programme suisse a offert un accompagnement juridique à 1 429 femmes. Seules 212 d'entre elles sont allées jusqu'à tenter un procès. Sur ce nombre, 125 dossiers sont toujours en suspens. Le manque de preuves recevables a obligé 33 plaignantes à renoncer aux poursuites. Les tribunaux exigent en effet un certificat médical, mais en l'absence de blessures physiques, le médecin ne peut pas attester du viol. Beaucoup de femmes abandonnent en cours de route, à cause de la pression sociale, par peur d'être stigmatisées ou sous la menace de leur famille. En outre, les violeurs n'hésitent pas à corrompre les fonctionnaires pour stopper la procédure. Au bout du compte, 54 jugements ont été rendus. Et, dans 47 cas, l'agresseur a été condamné.

DDC interne

Deux nouveaux vice-directeurs à la DDC (jah) La direction de la DDC compte deux nouveaux membres. **Pio Wennubst** et **Manuel Sager** dirigeront respectivement la **Coopération globale** et la **Coopération avec l'Europe de l'Est**.



L'ambassadeur **Pio Wennubst** a pris ses fonctions début février. Auparavant, il était chef de l'équipe Ecosoc à la mission suisse auprès de l'ONU à New York. Ce Tessinois est né à Lugano en 1961. Ingénieur agronome de formation, il s'est spécialisé dans les questions de développement économique et social. Après avoir été actif dans le secteur privé, il a travaillé dès 1992 pour les Nations Unies à Katmandou, puis pour la DDC à La Paz, Antananarivo, Dar es Salaam et Berne. Il a aussi été vice-représentant permanent de la Suisse auprès de la FAO, du Fida et du PAM, à Rome.



Manuel Sager entrera en fonction cet été. Né à Menziken (AG) en 1955, il a fait des études de droit et travaillé comme avocat associé aux États-Unis, avant d'entamer en 1988 une carrière de diplomate. Il a exercé différentes fonctions à Berne, dans les représentations suisses à Athènes, New York et Washington, ainsi qu'à Londres pour la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il est en ce moment ambassadeur de Suisse aux États-Unis. C'est le poste que reprendra l'actuel directeur de la DDC : Martin Dahinden quittera la DDC cet été après l'avoir dirigée pendant plus de six ans.

Eau et installations sanitaires au Zimbabwe

(hfn) En 2008 et 2009, une épidémie de choléra a frappé quelque 100 000 personnes au Zimbabwe. Le manque d'eau potable et les très mauvaises conditions d'hygiène ont favorisé la propagation de la maladie. L'Aide humanitaire de la Confédération a envoyé des experts dans les zones les plus affectées. Ces derniers ont pour mission d'assainir les systèmes d'approvisionnement en eau et les installations sanitaires dans 46 centres de soins, apportant

ainsi une contribution déterminante à la santé des patients et du personnel hospitalier. Dans sa seconde phase, qui a démarré l'an dernier, le projet inclura douze autres établissements. *Durée du projet : 2013 – 2014*
Volume : 1,87 million CHF

Services financiers pour les petits paysans

(bm) Pour freiner l'exode rural et réduire la pauvreté dans les campagnes boliviennes, un projet de la DDC vise à améliorer les conditions de production des exploitations fa-

miliales ainsi que leur accès aux marchés et à des services financiers adaptés. Le développement du petit crédit ou de la microassurance devrait diminuer la vulnérabilité des populations les plus pauvres en leur offrant une protection contre les aléas de la vie. L'une des priorités est d'augmenter le revenu des ménages ruraux. Les femmes devraient être les principales bénéficiaires du projet.

Durée du projet : 2014 – 2017
Volume : 9,8 millions CHF

Réformer la formation des médecins kirghizes

(mpe) Après l'indépendance, le Kirghizstan a continué de former son personnel médical selon la même approche qu'à l'époque soviétique : il a privilégié la formation de spécialistes, négligeant la médecine générale, familiale et préventive. Aujourd'hui, le ministère kirghize de la santé veut réformer la formation initiale et continue en médecine. Il entend également améliorer le système de soins au niveau national, en particulier dans les régions rurales largement délaissées. La DDC soutient ce projet qui réunit plusieurs partenaires, dont les Hôpitaux universitaires de Genève.

Durée du projet : 2013 – 2014
Volume : 850 000 CHF

Dialogue sur l'éducation

(wme) L'Afrique de l'Ouest est une terre d'innovations et d'offres diversifiées en matière d'éducation. La DDC contribue au financement d'un projet participatif qui lie les domaines de l'audiovisuel, de l'éducation et de la recherche. Une série de reportages seront produits et ac-



Jean-Claude Friesque

cessibles sur une plate-forme Internet (www.web-edu.tv). Ils permettront d'illustrer les expériences menées par des associations et les résultats de la recherche en éducation. Les premiers films abordent notamment la rentrée scolaire 2013 au Mali et les cours du soir au Burkina Faso. Après l'échéance des OMD, ces films alimenteront des réflexions sur la future politique d'éducation et de formation. *Durée du projet : 2013 – 2016*
Volume : 400 000 CHF

Mieux gérer l'eau dans les Andes

(jah) L'eau ne manque pas dans les pays andins, mais elle est inégalement répartie. Sa rareté provoque des tensions sociales dans certaines régions. Forte des expériences menées depuis quatre ans en Colombie, la DDC a lancé au Pérou et au Chili un projet qui vise à améliorer la gestion des ressources hydriques. La démarche consiste principalement à sensibiliser le secteur privé, gourmand en eau, afin de l'amener à réduire sa consommation. La DDC utilise la mesure de « l'empreinte sur l'eau » pour connaître la quantité d'eau consommée par une entreprise durant tout le cycle de production. L'expérience acquise dans les Andes contribuera à la création d'une norme ISO sur cette méthode de calcul.

Durée du projet : 2012 – 2015
Volume : 1,7 million CHF

Les salaires très convoités des travailleurs migrants

Depuis une dizaine d'années, les gouvernements des pays en développement s'intéressent de près aux salaires rapatriés par les migrants, dont le volume ne cesse d'augmenter. Ils imaginent diverses mesures susceptibles de drainer ces fonds vers le financement d'infrastructures publiques. En oubliant parfois qu'il s'agit de capitaux privés. De Jane-Lise Schneeberger.



La Guinée a créé des guichets uniques afin de faciliter les démarches administratives des investisseurs, notamment ceux issus de la diaspora.

Les fonds envoyés par les migrants à leurs familles dans les pays pauvres ont atteint 414 milliards de dollars en 2013, soit plus de trois fois l'aide publique au développement. Et ce montant est encore loin de la réalité, car il ne reflète que les virements effectués par le biais des banques et des sociétés de transfert. On estime que la moitié des envois passent par des canaux informels : les migrants confient leur argent à des chauffeurs de bus ou des connaissances qui se rendent au pays ; ils utilisent aussi des systèmes parallèles, comme les réseaux *hawala*, nettement moins onéreux que les opérateurs formels. Ces derniers prélèvent en effet des taxes excessives qui peuvent aller, selon les pays, jusqu'à 20 ou 25% du montant pour l'envoi de 200 dollars. Ainsi, une masse considérable d'argent enrichit les opérateurs, au lieu de réduire la pauvreté dans les pays en développement.

Une aide au développement invisible

Les familles qui reçoivent des fonds les utilisent principalement pour se nourrir, acheter des médicaments ou payer les frais scolaires. Nombre de gouvernements et d'organisations réfléchissent toutefois aux moyens de canaliser cette manne financière vers des investissements productifs, afin qu'elle contribue davantage au développement. « Les envois de fonds sont une béquille provisoire. Les familles ne peuvent pas dépendre indéfiniment des migrants. C'est pourquoi une partie au moins de ces capitaux devrait être investie dans des activités créatives et productives », explique Eric Adja, directeur de l'Observatoire international des transferts de fonds des migrants.

À la DDC, Markus Reisle, chef du programme Migration et développement, ne voit pas les choses de la même manière : « Ceux qui préconisent d'utili-

Moins d'aide publique, plus d'aide privée

Sous l'effet des restrictions budgétaires dans les pays industrialisés, l'aide publique au développement s'affiche à la baisse. Après avoir atteint un niveau record de 136 milliards de dollars en 2010, elle a reculé de 6% en deux ans, pour s'établir à 125 milliards en 2012. De leur côté, les envois de fonds des migrants vers les pays en développement suivent un mouvement inverse. À l'exception d'un léger fléchissement en 2009, dû à la crise économique en Europe, ils n'ont cessé d'augmenter depuis le début des années 90. De 132 milliards de dollars en 2000, ils sont passés à 406 milliards en 2012, puis à 414 milliards en 2013. Ils devraient continuer de croître pour atteindre 540 milliards en 2016.



David Bacon/Report Digital-REA/Ar

Le Mexique a mis au point un système original pour drainer les fonds de la diaspora vers le financement d'infrastructures publiques.

ser cet argent en faveur du développement ignorent que c'est déjà le cas. La santé et l'éducation en sont des facteurs essentiels. Les envois des migrants constituent bel et bien une aide au développement, même si elle n'apparaît pas dans les statistiques. »

Incitation à l'immobilisme

M. Reisle rappelle par ailleurs que les États n'ont pas de prétentions à émettre sur des capitaux de nature privée. « Il est arrogant de vouloir dicter aux migrants la manière de dépenser leurs salaires. »

D'autres experts souhaitent que l'État intervienne davantage. C'est le cas de Bashkim Iseni, directeur de la plate-forme albinfo.ch destinée aux albanais de Suisse. Dans les Balkans, constate-t-il, une bonne partie de l'argent de la diaspora a été affectée à la consommation, à l'achat de produits de luxe ou à l'ouverture d'épiceries, de restaurants et de stations-service. « Tout cela n'a pas augmenté la productivité de l'économie. C'est un gâchis. Si les autorités avaient mis en place une stratégie pour aider les migrants à investir intelligemment leurs économies, les pays de la région seraient bien plus développés aujourd'hui. » Le rapatriement de salaires a aussi des effets pervers, relève M. Iseni : « Les gouvernements se désengagent de leurs tâches et s'en remettent à la diaspora pour amortir les difficultés sociales. Les migrants ont souvent le sentiment d'être pris pour des vaches à lait. »

Faire baisser le coût des transferts

Selon Markus Reisle, le rôle de la coopération au

développement est de contribuer à l'amélioration des conditions-cadres, afin de faciliter le transfert de ces fonds et leur utilisation sur place. Le premier défi consiste à faire baisser le coût de ces virements, en encourageant la concurrence et la transparence sur un marché encore dominé par deux grands opérateurs – Western Union et MoneyGram. Plusieurs agences européennes de coopération ont créé des sites Internet sur lesquels les migrants peuvent comparer les tarifs pratiqués par les différentes sociétés de transfert.

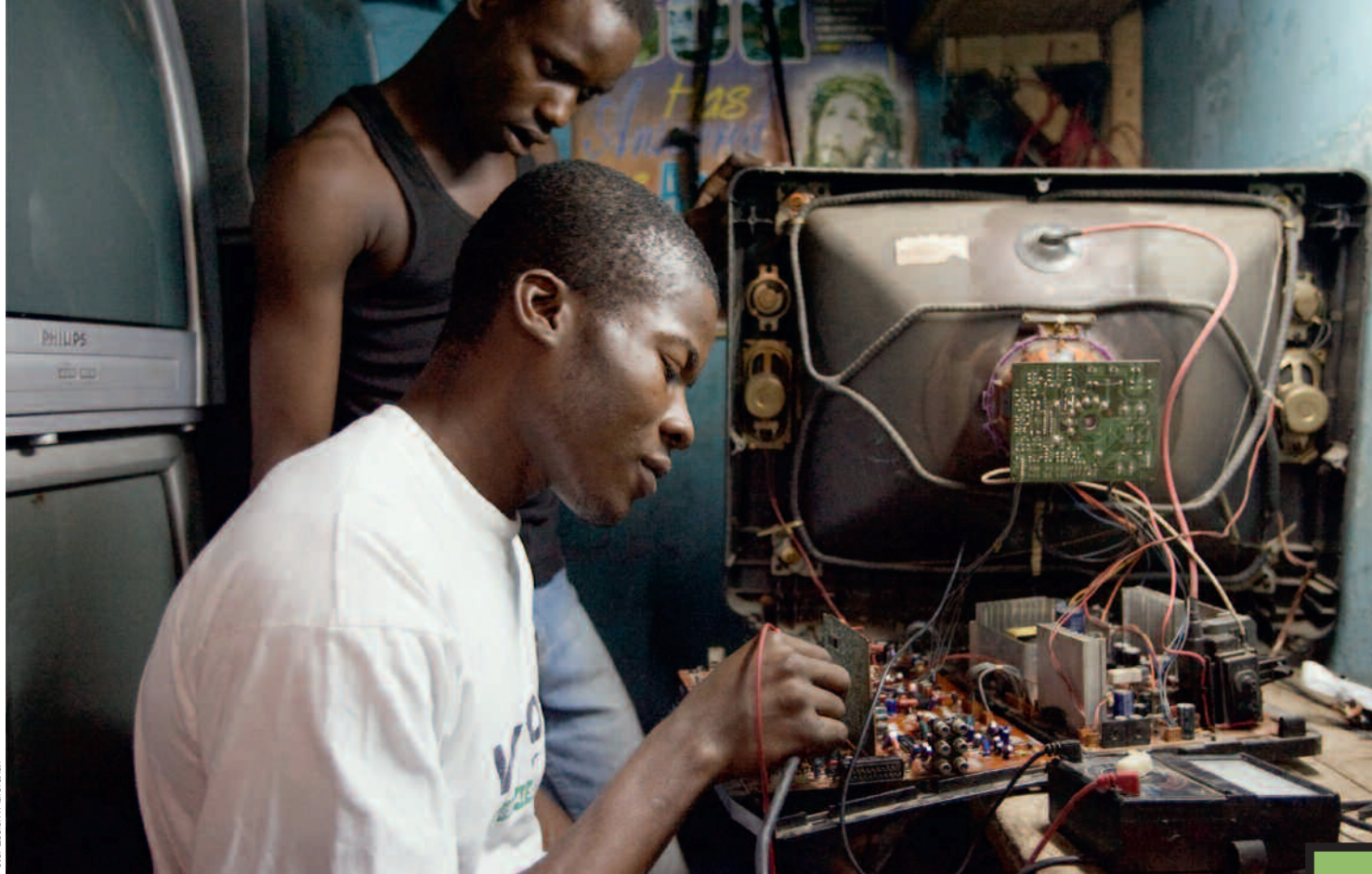
Il importe également de créer des filières plus efficaces. Le virement d'argent par téléphone portable est, à cet égard, une option prometteuse. Ce système, lancé au Kenya en 2007, est très utile surtout dans les zones rurales où les succursales bancaires sont rares. L'abonné peut convertir des espèces en monnaie numérique (et vice versa) dans de petits magasins ou des bureaux de poste.

Cours d'alphabétisation financière

Les ménages pauvres n'étant pas habitués à disposer subitement de 100 ou 200 dollars, il arrive que l'argent se volatilise rapidement. Quant aux migrants, ils ne savent pas nécessairement comment investir ou faire fructifier leur argent. C'est pourquoi divers acteurs du développement, dont l'agence allemande GIZ, réalisent des programmes d'alphabétisation financière. Ils fournissent aux uns et aux autres des informations sur les services financiers, tels que le crédit, l'épargne, l'assurance et l'investissement. Les familles apprennent ainsi à éta-

Le retour des cerveaux

La contribution de la diaspora au développement n'est pas uniquement financière. Les migrants qualifiés peuvent faire profiter leur pays des compétences et de l'expérience qu'ils ont acquises à l'étranger. Ils n'ont pas besoin pour cela de rentrer définitivement. Des séjours temporaires suffisent pour transmettre des connaissances ou former des confrères, par exemple. C'est un tel transfert de savoir que l'Organisation des Nigériens de Suisse réalise avec l'appui de la DDC. Ayant découvert en Suisse l'apprentissage dual, certains de ses membres veulent en faire profiter leur pays d'origine. Ils passeront quelques semaines dans quatre instituts de formation professionnelle de Lagos, afin d'introduire de nouvelles méthodes d'enseignement basées sur ce modèle.



Peter Esack / Aurora/lat

Des migrants nigériens, qui ont découvert en Suisse l'apprentissage dual, veulent faire profiter leur pays de ce modèle de formation.

blir un budget, à planifier leurs dépenses et à placer leurs économies dans une banque plutôt que sous un matelas.

« Nous n'obligeons personne à investir ou à épargner, car ce sont des fonds privés. Notre but est d'aider les gens à prendre les bonnes décisions en matière financière », précise Andrea Riestler, du Centre pour la migration internationale et le développement, une structure conjointe de la GIZ et de l'agence allemande de l'emploi.

Guichet unique pour les investisseurs

L'amélioration des conditions-cadres consiste aussi à simplifier les démarches des migrants qui souhaitent investir dans leur patrie. « S'il veut que ces capitaux produisent des effets sur l'économie nationale, le gouvernement doit créer des structures favorisant la création d'entreprises, par exemple », suggère Jérôme Élie, chercheur à l'Institut de hautes études internationales et du développement jusqu'en octobre dernier. Certains pays ont ouvert des guichets uniques, où le futur investisseur peut régler toutes les formalités administratives sans devoir courir d'un ministère à l'autre. L'instauration d'un climat de confiance est indispensable, ajoute M. Élie : « Le pays d'origine doit montrer aux migrants que leur argent sera bien géré et n'ira pas dans les poches des fonctionnaires. »

Par ailleurs, il est important de maintenir l'intérêt des migrants pour leur patrie. À cette fin, de nombreux gouvernements ont déjà créé des ministères ou d'autres institutions ayant pour tâche de resser-

rer et d'entretenir les liens avec la diaspora. D'autres mesures, comme l'autorisation de la double nationalité, peuvent faciliter les déplacements et les démarches des intéressés.

Comment puiser dans les capitaux de la diaspora

Les gouvernements ont imaginé différents moyens pour inciter la diaspora à financer la construction d'infrastructures publiques, telles que routes, écoles ou hôpitaux. Le Mexique, par exemple, a mis en place le système *Tres por Uno* (trois pour un) : la municipalité, la province et l'État central investissent chacun un dollar pour chaque dollar alloué par les migrants à de tels projets.

Des produits financiers innovants ont également été élaborés. Ainsi, quelques pays du Sud ont émis des obligations à l'intention de la diaspora. Cette initiative est toutefois controversée. « On voudrait que les gens achètent ces titres pour aider leur patrie, alors que les emprunts d'État des pays en développement sont des placements à haut risque », note Andrea Riestler. « Ce n'est pas une stratégie adaptée aux migrants, qui ont généralement des revenus modestes. » Eric Adja y voit au contraire un moyen efficace de contribuer au développement du pays auquel on est attaché : « Les migrants souscrivent ces obligations par patriotisme économique. Certes, cela ne va pas les enrichir. Mais quand on aime, on ne compte pas. » ■

Des transferts qui ne laissent aucune trace

Les systèmes informels de transfert d'argent s'appellent *hawala* au Moyen-Orient notamment, *hundi* en Inde, *fei ch'ien* en Chine, *padala* aux Philippines, etc. Mais tous fonctionnent selon le même principe. Ce sont des réseaux internationaux d'agents souvent issus d'une même communauté. Dans le pays où il est établi, le migrant confie de l'argent à l'un d'eux. Cet agent téléphone à un collègue dans le pays d'origine et lui demande de remettre la même somme au destinataire. Il s'engage à la lui rembourser ultérieurement. Le système se base sur la confiance. Le client ne reçoit pas de quittance et la transaction n'est pas consignée. Vu qu'ils échappent à tout contrôle, ces réseaux semblent servir aussi à des activités illicites, comme le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme.

Le poteau indicateur vivant

Après une longue absence, une femme revient en 2010 à l'endroit où elle est née, dans le district de Saikhan. Le pays de son enfance lui semble étrange, différent du souvenir qu'elle en avait gardé. Elle se demande ce qui a changé. Debout près d'une yourte, elle regarde son frère, Byambadorj, qui est en train de boucher un mouton destiné à garnir la petite table de bienvenue. Ne trouvant pas de réponse à sa question, elle se tourne vers celui qui n'a jamais quitté le pays et travaille comme éleveur. « Frère, notre région ne m'est plus vraiment familière. Derrière le marécage, au pied de la colline, je vois des traces bleu-vert qui longent le ruisseau. » Byambadorj désigne de la main ces larges bandes de couleur turquoise et raconte : « Souviens-toi, quand tu étais toute petite. Nous voyions passer les camions venant de la mine de Saikhan, qui transportaient du charbon vers les provinces occidentales. Ce sont les traces qui en restent.

L'héritage de la technique. Après la fin de l'économie planifiée, il a fallu cinq ans aux pistes de terre rouge pour se rétablir. La terre et la nature ont repris leurs droits, comme en témoignent ces cicatrices de bonne santé. »

Le district tire son nom du mont Saikhan. À l'ère socialiste, cette éminence dénudée abritait une mine de lignite. Jusqu'en 1992, le gisement approvisionnait en combustible non seulement notre province de Bulgan, mais aussi d'autres provinces, comme celles de Zavkhan et de Khovd. Durant les périodes d'exploitation intensive, les routes en terre battue ressemblaient à des autoroutes européennes : les camions surchargés s'y traînaient nuit et jour sur six pistes ; ils avaient toutes les peines du monde à atteindre le sommet des collines. Leur grondement peuplait le sommeil des éleveurs nomades.

La visiteuse se souvient d'un an-

cient que, petite fille, elle observait à travers la paroi ajourée de sa yourte. Aux heures où le soleil grillait le sol, de jeunes routiers traversaient à pied le marécage pour consulter cet homme qu'ils appelaient leur « poteau indicateur ». Le vieillard connaissait les routes sur plus de mille kilomètres à la ronde, aussi bien que les veines de sa main. Sans avoir besoin d'aucune carte, il les décrivait sur un ton modeste, en utilisant un langage épique. Les camionneurs revenaient généralement le voir sur le chemin du retour. Ils racontaient avec plaisir comment le poteau indicateur vivant, telle une étoile polaire, savait détailler avec précision les étapes de l'itinéraire.

Hochant la tête, la femme réfléchit un moment, puis demande à son frère : « Les enfants et les petits-enfants de quelles familles vivent actuellement au bord du ruisseau ? » Byambadorj soupire et répond : « Il ne reste plus grand monde des gens que nous



Gangaamaa Purevdorj Delgerinkhen vit à Erdenet, la deuxième ville de Mongolie. Dixième de douze enfants, elle est née en 1967 dans le district de Saikhan. Elle a passé les huit premières années de sa vie dans la yourte de ses parents, des éleveurs nomades. Après sa scolarité, elle est partie pour l'Allemagne. Elle a étudié les sciences politiques et l'allemand à l'Université technique de Dresde, puis l'ethnologie comparative à l'Université de Ratisbonne. Gangaamaa Purevdorj a déjà écrit plusieurs livres (non traduits en français), dont le plus récent est intitulé *Der gute Dieb*. Elle tient des conférences et des lectures dans l'espace germanophone.

connaissions autrefois, mais leurs enfants sont toujours là, comme moi. » Pensive, elle le regarde et voit en lui le nouvel ancien, le poteau indicateur capable de perpétuer la vie traditionnelle dans ce qu'elle a de meilleur. Comme s'il pouvait lire dans les pensées de sa sœur, Byambadorj ajoute : « Même si nous ne voulions rien avoir affaire avec le reste du monde, crois-tu que lui nous laisserait tranquilles ? Non, il est en train de nous envahir. Il faut maintenant que l'industrie minière serve à moderniser la Mongolie. J'espère que les profits seront investis intelligemment dans le développement des zones rurales. Je ne vois pas d'autre avenir pour notre pays. » ■

(De l'allemand)



Thomas L. Kelly/Aurora/lat

Les aspects glorieux et monstrueux de l'humanité

Le danseur et chorégraphe sud-africain Boyzie Cekwana consacre ses pièces à des sujets tels que l'équité ou la faim. Il connaît un grand succès dans les festivals de danse ou de théâtre du Nord. Gabriela Neuhaus s'est entretenue avec lui de son rôle d'artiste dans un monde globalisé.



Christian Altorfer (2)

La trilogie *Influx Controls* fait intervenir tour à tour *Spider-Man*, des poules vivantes et un Elvis adolescent.

Un seul monde: Sur scène, vous évoquez des situations inacceptables. Votre travail témoigne d'un véritable engagement. Peut-on parler d'engagement politique?

Boyzie Cekwana: La politique ne m'intéresse pas. C'est une affaire ennuyeuse, un gaspillage de temps. Je m'intéresse aux gens et à ce qui est nécessaire pour améliorer leur existence.

L'art peut-il y contribuer? Est-ce une voie plus prometteuse que la politique?

Le plus grand espoir, ce sont les gens. Nous avons le droit, mais aussi l'obligation, de défendre notre humanité et celle des autres. L'art peut jouer un rôle modeste à cet égard lorsqu'il contribue à rappeler aux gens quelles sont leurs responsabilités. Cependant, il faut éviter de faire porter à l'art et à la culture de trop lourdes tâches.

Qu'est-ce que cela signifie par rapport à votre travail?

Je veux faire de l'art, c'est cela qui m'intéresse. Il y a une infinité d'idées qui ne demandent qu'à être concrétisées. Le défi consiste à réunir des témoignages concrets, afin de les porter sur scène. Ce qui est beau, c'est d'arriver à transmettre quelque chose que d'autres ont déjà pensé sans oser l'exprimer. Les voilà alors, parmi le public, à se dire: « Ah, mais ça, c'est moi. »

Il y a beaucoup de textes dans vos spectacles. C'est plutôt étonnant pour un chorégraphe et danseur.

La danse et la parole sont des moyens d'expression. Pour moi, il n'y a pas tellement de différence entre ces deux langages. Le corps a sa propre mémoire, mais des mots sur du papier sont plus accessibles. C'est pourquoi j'écris tout. Aussitôt que je l'ai transcrit, le langage du corps prend vie. Écriture et danse sont très semblables: tant la calligraphie que la chorégraphie expriment une beauté tirée du néant,



CULTURE

que l'on peut apprécier sans comprendre toutes les paroles.

Où vos productions sont-elles le mieux comprises, chez vous en Afrique du Sud ou à l'étranger?

Dans un certain sens, il est plus simple de jouer à Zurich qu'à Johannesburg. J'ai été marqué par mon enfance dans des conditions difficiles, de la même manière que tout être humain

est marqué par son origine.

Toutefois, mon art appartient à la catégorie bien particulière de la « danse contemporaine ». Il ne se réfère pas à une culture spécifique. Je ne fais pas non plus de la danse traditionnelle.

En revanche, les thèmes que vous abordez sont toujours plus ou moins les mêmes.

La plupart des artistes se consacrent leur vie durant à un seul et



Christiane Altner

Pour Boyzie Cekwana, la danse et la parole sont deux moyens d'expression qui se complètent.

même thème. Chez moi, tout tourne autour de l'être humain : j'en célèbre les aspects glorieux et j'en exhibe les côtés monstrueux – je les mets en question.

Qu'y a-t-il à célébrer dans l'humanité ?

L'effondrement qu'a connu le système capitaliste en 2008 est à mes yeux l'un des événements les plus positifs de ces dernières années. Pour la première fois depuis 1929, cette crise a fait comprendre également à l'homme blanc occidental ce qu'est la condition humaine. Tous les Blancs n'appartenant pas à la petite minorité des très hauts revenus ont pu constater dans leur propre chair ce que cela signifie d'être considérés comme une quantité négligeable et traités comme un troupeau de moutons.

Les habitants de votre pays connaissent cela depuis longtemps ?

Pas seulement en Afrique du Sud. C'est la situation que vivent les non-Blancs dans le monde entier. Mais il y a maintenant un espoir : les peuples historiquement privilégiés, qui

jouissent aujourd'hui encore d'exorbitantes prérogatives raciales, pourraient comprendre enfin ce qu'est l'être humain dans son essence. Ils s'engageront peut-être à faire preuve d'une authentique solidarité avec ceux qui luttent au quotidien pour leur survie. Je ne parle pas ici de ce semblant de générosité humanitaire, mais d'un véritable altruisme humaniste. C'est là un changement mineur, mais porteur d'espoir.

Quels sont les maux que vous épinglez actuellement ?

Un ami m'a récemment transmis un article sur le phénomène des *bullshit jobs* (métiers à la con) : les structures coloniales ont engendré un système qui tend à conférer une importance capitale aux activités les plus inutiles. Banquiers et politiciens sont mieux rémunérés que les personnes chargées d'assurer la propreté de nos rues et de nos hôpitaux. Les enseignants ont l'avenir de l'humanité entre leurs mains et pourtant, ils gagnent moins que des avocats d'affaires. Nous gaspillons toujours plus de temps en démarches administratives et en

travaux inutiles, accomplis sans talent ni fantaisie par des individus au bénéfice d'une excellente formation. Nous avons abandonné le pouvoir à des gestionnaires qui sont eux-mêmes les esclaves de leur propre paperasserie.

Dans ce contexte, comment concevez-vous votre rôle d'artiste ?

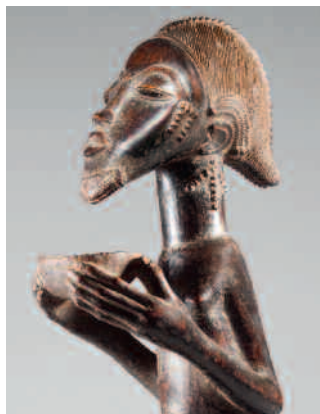
Je n'ai pas de rôle et ne tiens pas du tout à en avoir. Quelqu'un a dit un jour : « Celui qui se considère comme un marteau ne fait que fracasser des choses. » Je ne veux pas être un marteau, mais faire ce qu'il me semble nécessaire de faire. En tant qu'être humain, je veux être en communion avec les autres et jouir de cette liberté à laquelle j'aspire pour tous. Je sais que ces propos me font passer pour un rêveur. Mais c'est fou, notre monde va périr parce qu'il a criminalisé le rêve et que nous avons enterré la fantaisie sous une montagne de papier. ■

(De l'anglais)



Boyzie Cekwana est né en 1970 dans le township de Soweto, en Afrique du Sud. C'est là qu'il a commencé sa carrière de danseur. À 23 ans, il est devenu le chorégraphe principal de la Playhouse Dance Company, à Durban. Il a fait partie de la scène théâtrale indépendante sud-africaine, très populaire après l'abolition de l'apartheid. Boyzie Cekwana a fait le tour du monde avec sa trilogie *Influx Controls*. Il l'a présentée notamment à Zurich dans le cadre du Theaterspektakel, un festival qui invite et coproduit – avec le soutien de la DDC – des artistes originaires de pays en développement ou émergents. Actuellement, il travaille sur un projet de spectacle en solo et sur une coproduction avec des artistes allemands, consacrée à l'héritage du colonialisme en Namibie.

Service



Grands maîtres africains

(bf) Le milieu des beaux-arts a longtemps considéré que les productions du continent africain étaient le fait, non pas de véritables artistes, mais de sculpteurs anonymes travaillant dans des « ateliers ethniques ». Une exposition, qui se tient actuellement au Musée Rietberg de Zurich, apporte la preuve du contraire : elle présente quelque 200 chefs-d'œuvre des 19^e et 20^e siècles, réalisés par une quarantaine de sculpteurs

d'Afrique occidentale. C'est la première fois que se trouvent ainsi réunies des œuvres de diverses générations en provenance de six foyers artistiques importants de cette région. On y découvre des sculptures et des masques produits par les grands maîtres des ethnies gouro, baoulé, dan, sénoufo et lobi, ainsi que des peuples côtiers. Certaines pièces, mises à disposition par le Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire à Abidjan, n'avaient encore jamais quitté ce pays. L'exposition donne des explications sur le rôle que jouent les sculpteurs dans la société ouest-africaine et sur les conditions de travail dans leurs ateliers. Elle évoque aussi les idéaux esthétiques qui animent ces artistes et la manière de les concrétiser.

« Grands maîtres africains – Art de la Côte d'Ivoire », Musée Rietberg, Zurich, jusqu'au 1^{er} juin

Musique

Lutte pour le droit à la terre

(er) Les petits paysans de Las Pavas, en Colombie, ont été chassés de leurs terres à trois reprises, la dernière fois par un producteur d'huile de palme. Ils sont toujours revenus chez eux pour occuper leurs champs et les cultiver. Fidèles à une tradition de transmission orale, ils narrent ces événements en chansons dans le style du *vallenato*, genre musical typiquement colombien. Le projet audiovisuel *Les voy a cantar la historia* (je vais vous raconter l'histoire) présente



la mémoire vivante des habitants de Las Pavas. Les récits chantés *a cappella* sont portés par cinq solistes aux voix fascinantes. D'une intensité émouvante, ils laissent percer tristesse, nostalgie, attachement au pays, colère, résistance et espoir. À l'arrière-plan, on distingue les sons de la nature et les rumeurs de la vie quotidienne : gazouillis d'oiseaux, bribes de conversations, chant du coq, fragments de chœurs et esquisses de mélodies à l'accordéon. Quatre vidéos et un beau livret de 36 pages décrivent admirablement le contexte. L'association Asocab, qui s'est battue pour faire reconnaître le droit des paysans sur ces terres, a obtenu en novembre dernier le Prix colombien de la paix.

Projet audiovisuel incluant le CD « Les voy a cantar la historia », www.lesvoycantarlalhistoria.com

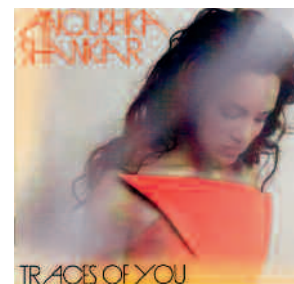
Déclaration d'amour aux femmes touarègues

(er) Des envolées de guitares électriques, soulignées par les accents implacables des accords de basse, emmènent les mélodies traditionnelles touarègues dans l'univers pop. Tambour-calebasse, djembé et autres percussions apportent une dimension quasi hypnotique. Les rythmes tendent parfois à s'emballer. Un chœur très présent, dont les trilles débordent de joie, ainsi que les voix particulières du leader Ousmane Ag Mossa et de la chanteuse Wonou Walet Sidati s'unissent pour donner sa densité sonore au groupe Tamikrest, fondé en 2006 dans le nord-est du Mali. Les fondamentalistes islamiques locaux condamnent cette musique qui comporte des éléments de blues du désert, de rock'n'roll et de funk dub. C'est la raison pour laquelle le troisième album du groupe, intitulé *Chatma* (mes sœurs), a été réalisé en exil. Il s'adresse aux femmes touarègues qui élèvent courageusement leurs enfants malgré la guerre et les déplacements forcés, et qui perpétuent leur culture de nomades. Ce disque est une déclaration d'amour aux accents élégiaques et mobilisateurs. Il exprime tout à la fois une souffrance profonde et une confiance sereine.

Tamikrest : « Chatma » (Glitterbeat Records/Indigo)

Une affaire de famille

(er) Fidèle à l'esprit du légendaire Ravi Shankar, sa fille Anoushka, 32 ans, dessine un paysage musical qui mêle les formes *râga* et *tâla* de la musique indienne classique aux mélodies et aux rythmes de l'Occident contemporain. Le septième album de cette sitariste virtuose est un adieu et un témoignage de reconnaissance à son père, disparu en 2012 à l'âge de 92 ans. Sa demi-sœur Norah Jones,



célèbre auteure-compositrice-interprète américaine de deux ans son aînée, y joint trois chansons. Il en résulte treize pièces vocales et instrumentales, toutes plus magistrales les unes que les autres : les motifs agiles aux sonorités claires et parfois presque métalliques du sitar se mêlent merveilleusement aux phrases perlées, par moments hymniques, du piano, aux mélodieux accords de guitare et au son plus grave du violoncelle. L'harmonie vibrante du hang, la virevoltante souplesse du tabla et la voix sensuelle de Norah Jones viennent couronner le tout. Il en résulte un univers acoustique subtil et envoûtant, entre fugacité et renouveau, dont le lyrisme est combiné à l'effet apaisant du mantra.

Anoushka Shankar : « Traces Of You » (Deutsche Grammophon/Universal)

Films pour un monde durable

(dg) Changement climatique, migration, sida, inégalités : les défis planétaires de notre époque montrent à quel point les processus économiques, sociaux et environnementaux sont imbriqués et interdépendants. L'Éducation en vue d'un développement durable (EDD) fait partie du mandat public de formation. Cette thématique doit être traitée dans les écoles de notre pays : les élèves prennent ainsi conscience de leur coresponsabilité ; ils acquièrent les outils leur permettant de participer de façon constructive aux processus sociaux qui doivent assurer la pérennité des res-

Films/DVD

sources naturelles pour les générations à venir. Les thèmes prioritaires de l'EDD sont la citoyenneté mondiale, l'environnement, l'éducation citoyenne (y compris les droits de l'homme), la santé et l'économie. Le cinéma est un instrument de travail important dans le cadre scolaire. Il transmet des connaissances, suscite des émotions et de la curiosité; il confronte les élèves à des sujets complexes. C'est donc un média idéal pour l'EDD. La fondation Éducation21/Films pour un seul monde offre un programme attrayant de films de qualité, dont certains sont disponibles en ligne.
www.filmeceinwelt.ch

Une Terre promise inhospitalière

(bf) Pleins d'allant et d'enthousiasme, deux jeunes couples, l'un serbe l'autre albanais, décident d'échapper au passé hérité des conflits balkaniques. Maylinda et Nik viennent des montagnes albanaises, tandis que Vera et Marko habitent Belgrade, la capitale serbe. Tous les quatre ont envie de partir réaliser leurs rêves ailleurs. Ils ont en commun le besoin de laisser derrière eux les guerres qui ont ravagé leur pays et dont l'esprit imprègne toujours la génération de leurs parents, pour prendre un nouveau départ dans un pays de l'Union européenne. Un des couples quitte l'Albanie en bateau pour l'Italie, l'autre se rend à Vienne en passant par la Hongrie. Mais ils se rendent vite compte que l'Europe de l'Ouest ne les accueille pas à bras ouverts. Dans son film *Honeymoon*, le Serbe Goran Paskaljevic décrit les milieux respectifs de ses personnages avec un sens raffiné des cultures serbe et albanaise, et une bonne dose d'humour. Il en résulte une histoire contemporaine à la fois profonde et



drôle sur le thème de la réconciliation. Ce long métrage est en même temps la toute première coproduction albanais-serbe.
Goran Paskaljevic: «*Honeymoon*», DVD sous-titré français, allemand et anglais. Informations et commandes : www.trigon-film.org ou tél. 056 430 12 30

Des innovations au service des sinistrés

(jls) Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont en train de changer la réponse humanitaire aux situations d'urgence. Selon le Rapport sur les catastrophes dans le monde en 2013, elles renforcent sensiblement la capacité des communautés à y faire face de manière autonome. Grâce au téléphone portable, les populations sinistrées sont les premiers intervenants. Elles peuvent communiquer leurs besoins et fournir aux sauveteurs des informations essentielles qui permettent d'évaluer rapidement l'ampleur des besoins. Les changements sont perceptibles également sur Internet. Ainsi, des médecins se servent de Skype pour aider à soigner des malades dans des régions de Syrie où ils ne peuvent pas se rendre. Aux Philippines, le gouvernement a utilisé les réseaux sociaux pour préparer les populations à affronter le typhon Pablo. Le rapport reconnaît toutefois qu'il existe de profondes inégalités d'accès à ces technologies, en particulier dans les pays les plus exposés aux risques de catastrophes.
Rapport complet en anglais et résumé en français sous www.world-disastersreport.org/fr/download/index.html

Livres et brochures

Le Kosovo, au-delà des footballeurs

(bf) Que sait-on vraiment du Kosovo? Peut-être que ce territoire déchiré par les conflits est devenu la plus jeune nation d'Europe. Et que de nombreux Kosovars vivent en Suisse, les plus célèbres d'entre eux – Xherdan Shaqiri, Granit Xhaka et Valon Behrami – faisant partie de l'équipe nationale de football. Naturellement, le Kosovo est bien plus que cela. Depuis des siècles, c'est la patrie de Serbes, d'Albanais, de Roms et d'autres ethnies. Se débrouiller dans ce pays reste à la fois une gageure et un art, même si la communauté internationale s'emploie depuis des années à mettre en place un régime démocratique et à relancer l'économie. Par ses images pleines de sensibilité, le photographe et anthropologue lausannois Bertrand Cottet jette un regard intime sur cette partie déshéritée de l'Europe, marquée par les conflits. Parallèlement à ses photographies, le texte «*Prière royale*» de l'écrivain albanais Ismaïl Kadaré et une postface du journaliste Jean-Arnault Dérens évoquent l'histoire et le présent du Kosovo.
Bertrand Cottet: «*Kosovo*», Éditions d'en bas/Benteli, Lausanne et Berne, 2013

Douloureux chemin vers l'indépendance

(bf) Ses nombreux romans et ses essais politiques font de Ngugi wa Thiong'o, né en 1938, l'un des auteurs les plus importants du continent africain. En 2009, cet écrivain kenyan a été nommé au Prix international Ban Booker pour l'ensemble de son œuvre. Le second volume de ses mémoires, *In the House of the Interpreter*, est à la fois un roman d'initiation passionnant et un manifeste politique. Il plonge le lecteur dans le Kenya de 1955, où règne l'état d'urgence: la lutte armée des Mau Mau contre l'autorité coloniale est à son apogée. Ngugi wa Thiong'o, alors âgé de 16 ans, vient de terminer sa première année dans un pensionnat prestigieux. Pour l'adolescent, l'école est un rempart contre les affrontements sanglants et l'arbitraire britannique. Mais c'est aussi le point de départ d'une prise de conscience politique, d'un déchirement intérieur, d'une confrontation avec la foi chrétienne. Les cinq années suivantes sont marquées par les brutalités qui jalonnent le chemin du Kenya vers l'indépendance. Durant cette période, le jeune Ngugi évolue sur le plan intellectuel et politique. Une émouvante évocation de construction



identitaire sur le plan national et personnel.

Ngugi wa Thiong'o : « *In the House of the Interpreter. A Memoir* », Pantheon Books, New York, 2012

Les habits de deuil au Ghana

(bf) Au Ghana, les funérailles se déroulent sur plusieurs jours. Elles font partie des plus importantes manifestations religieuses et sociales du pays. Fastueuses et coûteuses, elles ne sont pas seulement l'expression d'un deuil collectif, mais témoignent aussi du besoin de voir, d'être vu et d'entretenir des contacts sociaux. Les tenues de deuil sont très présentes le week-end dans les espaces publics. Leurs styles vont du traditionnel au contemporain et reflètent les tendances de la mode. Ces vêtements expriment à leur manière les valeurs et les symboles de la société ghanéenne. La Suissesse Lisa Meier, créatrice de costumes, a effectué plusieurs voyages au Ghana pour assister à des obsèques dans différentes régions du pays. Elle en a rapporté des photos fascinantes, regroupées dans un album intitulé *Funeral Fashion in Ghana* (en anglais seulement). Cet ouvrage a été réalisé en collaboration



avec l'historienne ghanéenne Irene Odotei qui décrypte l'habillement des personnes endeuillées et des défunts. Il éclaire ainsi certains aspects intimes de la culture ouest-africaine et de sa relation avec la mort.

Lisa Meier et Irene Odotei : « *Funeral Fashion in Ghana* », éditions Patrick Frey, Zurich, 2013

Des bâtiments qui transforment l'Afrique

(bf) Le boom économique de l'Afrique s'accompagne d'une urbanisation galopante qui transforme le continent en profondeur. On observe dans ce contexte les ébauches d'une architecture originale, écologique et adaptée au contexte. Dans le cadre de ces structures urbaines en mutation, de nombreux projets visent à avoir un impact sur la société. Beaucoup de constructions, généralement conçues avec l'aide de la population, font ainsi de la ville un champ d'expérimentation architectonique. En zone rurale, des innovations technologiques et stylistiques font évoluer les méthodes de construction traditionnelles, le langage architectural et les matériaux utilisés. L'ouvrage *Afritecture* (en anglais seulement) présente une vingtaine d'exemples d'architecture contemporaine dans différents pays d'Afrique subsaharienne. C'est le catalogue d'une exposition qui s'est tenue à Munich

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (lis), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction : Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse : Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :



jusqu'en janvier dernier. Comprenant des interviews d'architectes, de maîtres d'ouvrage et de promoteurs, ce livre offre un panorama très complet d'une culture architecturale dynamique et innovante. *Andres Lepik (éd.)* : « *Afritecture* », éditions Hatje Cantz, Ostfildern (Allemagne), 2013

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation. *Informations* : Service de conférences du DFAE. Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53 ou 031 322 44 12 ; courriel : info@eda.admin.ch

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : info@deza.admin.ch Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 90 47 www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : groupe de discussion à Zè, au Bénin ; The World We Want 2015

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Gregory Bataillon

Subjugué dans un bar de Maputo

Le danseur et chorégraphe genevois Foofwa d'Immobilité dirige la Compagnie Neopost Foofwa qu'il a fondée en 2000. Il a reçu de nombreuses distinctions suisses et internationales.

En 2010, lors d'une tournée en Afrique australe avec ma compagnie, nous avons passé quelques jours au Mozambique. Un soir, je me suis rendu dans un bar de Maputo pour écouter deux chanteuses originaires du Swaziland, qui forment le groupe Spirits Indigenous. J'ai été totalement subjugué par leur musique. Thobile Magagula et Bongiwé Dlamini ont des voix fabuleuses et un charisme incroyable. Elles utilisent d'anciens instruments africains, en les mettant au service d'un répertoire très personnel qui ne se rattache à aucun genre musical particulier. Jazz, gospel et funk se mêlent aux chants traditionnels swazis. Les morceaux chantés *a cappella* – en siswati ou en anglais – sont d'une beauté sublime. On a l'impression par moments que ces artistes sont en transe. Devenu fan instantanément, je suis allé les trouver à la fin du concert. Je leur ai dit que j'avais très envie de monter un spectacle de danse et de chant avec elles. L'idée leur a plu. Ce projet pourrait se réaliser l'année prochaine.

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Sarah Jaquiéry, André Marty, Pierre Maurer, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

« La notion de responsabilité commune mais différenciée des États ne manquera pas de susciter des débats ces deux prochaines années. »

Amina J. Mohammed, page 11

« Jouir du moment présent fait partie du style de vie colombien. Demain, tout pourrait avoir disparu. »

Emilio Navarrete, page 20

« Même si nous ne voulions rien avoir affaire avec le reste du monde, crois-tu que lui nous laisserait tranquilles ? Non, il est en train de nous envahir. »

Gangaamaa Purevdorj Delgeriinkhen, page 30
